

Département de l'Oise

ZAC économique de MOGNEVILLE et son barreau routier

Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité d'un Plan Local d'Urbanisme Autorisation Environnementale unique Enquête Parcellaire

* * *

Enquête Publique

8 février - 10/21 mars 2022

Rapport d'enquête

Commissaire enquêteur

Michel MARSEILLE

SOMMAIRE

I) Généralités

a) Objet de l'enquête	3
b) Localisation du projet	4
c) Les variantes étudiées	4
d) Historique du projet	5
e) Les enjeux du projet	5
f) les options du barreau routier	6
g) Le maître d'ouvrage	6
h) Caractéristiques du projet, périmètre et tracé, MEC	7
i) Justification du projet	7
j) la concertation	8
k) Coût	9
l) Impacts du projet	10
m) Contexte foncier	16
n) Urbanisme	17
o) Cadre juridique	18
p) Décisions susceptibles d'être prises à l'issue de l'enquête publique	18
q) Composition du dossier soumis à enquête publique	19

II) Organisation et déroulement de l'enquête

a) Organisation administrative de l'enquête	21
b) Déroulement de l'enquête	22

III) Avis des services, des PPA

a) Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale	26
b) Avis du Conseil Scientifique Région Protection de la Nature	34
c) Réunion d'examen conjoint	37

IV) Observations du public 38

Avis et Conclusions (document séparé)

Annexes (document séparé)

ZAC économique de MOGNEVILLE

et son barreau routier

Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité d'un Plan Local d'Urbanisme Autorisation Environnementale unique Enquête Parcellaire

* * *

Rapport d'enquête

I Généralités

a) Objet de l'enquête publique

Par délibération du 4 juillet 2017, le syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la Vallée de la Brèche a approuvé le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Marais sur le territoire de la commune de Mogneville.

Le projet consiste en la création d'une zone d'activités économiques de 27,5 hectares sur la commune de Mogneville, ainsi que la création d'un barreau routier d'une longueur de 850 mètres et d'une emprise d'au moins 1,1 hectare pour le raccordement de cette zone à la future déviation de la RD 62 qui doit être réalisée par le département de l'Oise. La ZAC accueillera deux entrepôts logistiques de 48 000 et 26 400 m².

Une demande d'autorisation environnementale et une demande de déclaration d'utilité publique ont été déposées par le syndicat. La déclaration d'utilité publique porte sur les acquisitions foncières de près de 30 hectares sur les communes de Mogneville et de Cauffry, ainsi que sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Mogneville. Cette dernière a pour objet notamment le déplacement de la zone 1AUe de 18,15 hectares inscrite dans le plan local d'urbanisme de 2004 et son extension de 9,83 hectares pour la porter à 27,98 hectares, et le remplacement de l'ancienne zone Ue de 18,15 ha par une zone naturelle NL sur 16,55 ha.

La demande d'autorisation environnementale porte sur les points suivants :

- autorisation au titre de la loi sur l'eau (cinq rubriques de la nomenclature du R214-1 du code de l'environnement concernées (cf page 30 du dossier de demande d'autorisation environnementale DDAE)
- demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées (annexe 7 du DDAE)
- autorisation de défrichement pour la création du barreau routier sur une surface de 0,55 ha (annexe 9 du DDAE)

b) Localisation du projet

Le projet de ZAC et de son barreau routier est situé à l'Ouest de la commune de Mogneville dans le département de l'Oise, entre Beauvais et Compiègne, dans l'agglomération de Creil (Communauté de Communes du Liancourtois). Mogneville se situe à une dizaine de kilomètres au nord de Creil et à une soixantaine de Paris. Le projet se situe en territoire agricole, au centre d'un triangle urbain, représenté par Mogneville, Cauffry et Laigneville. Ces trois communes seront d'ailleurs traversées par le futur barreau routier.

Le site est voué à devenir à l'horizon 2025 un pôle d'attractivité de la région. Il présente différents avantages majeurs pour l'avenir de Mogneville et du territoire. Ainsi, le SCOT du Grand Creillois, mis en œuvre en 2014, a intégré cette zone dans sa programmation de développement économique.

L'accès au réseau national se fait par l'Autoroute A1, qui permet de rejoindre Paris en un peu plus d'une heure. L'entrée et la sortie sur l'A1 se font au niveau de Senlis, qui se situe à moins de 30 minutes de Mogneville.



c) Les variantes étudiées

Le périmètre initial, correspondant à la zone AU du PLU, s'étendait sur 18 ha. Ce périmètre a fait l'objet de sondages environnementaux qui ont soulevé la présence d'une Zone Humide à protéger sur l'ensemble du secteur. Par ailleurs, d'autres servitudes ont été soulignées dont une liée au passage d'une ligne haute tension qui réduit les zones constructibles.

Le périmètre a donc dû être modifié afin de trouver le site pertinent pour réaliser le projet d'aménagement. Trois périmètres complémentaires ont été proposés au Syndicat Mixte avec des scénarios d'aménagement adaptés à chacun d'eux. Il s'agissait de trouver la solution la plus optimale qui permettait de répondre à l'ensemble des contraintes du site : environnementales, ligne Haute Tension, retrait obligatoire...

Le périmètre retenu a permis de minimiser les impacts environnementaux qui avaient pu être soulignés sur le territoire d'étude. Il permet par ailleurs de créer une offre conséquente et adaptée afin de répondre à la demande identifiée tout en rentabilisant les aménagements réalisés. Par ailleurs, au regard de l'environnement urbain, le périmètre retenu permet un développement urbain en continuité de la zone existante. A terme, cela permettra d'englober la zone d'activité existante et créer un secteur à vocation économique plus cohérent et structuré. De plus, le centre urbain de Mogneville est séparé de la future zone par des espaces agricoles tampons. Ceux-ci ont été préservés afin d'assurer la tranquillité des riverains et de limiter les éventuelles nuisances de la future entreprise. Les vues sur le clocher depuis le site ont également été conservées par le maintien de la coulée verte centrale afin de garder une connexion visuelle avec l'existant.

Enfin, le projet prévoit de porter une attention particulière au paysage afin d'offrir une ambiance agréable à la future entreprise et aux visiteurs. L'insertion du projet dans son environnement naturel s'appuie notamment sur la réalisation d'une lisière arborée en limite de site afin de minimiser l'impact visuel des futurs bâtiments sur le paysage agricole.

Une cohérence architecturale et une maîtrise des aménagements privés seront également recherchées par la maîtrise des clôtures, l'encadrement des entrées de parcelle et par la réalisation d'un règlement et d'un cahier des charges de cession de terrain, intégrant une fiche de lot, adaptés au contexte de l'opération.

d) Historique du projet

Dans l'optique de développer les activités économiques, objectif inscrit au sein du SCOT du Grand Creillois, le Syndicat Mixte de la Vallée de la Brèche a engagé une réflexion sur le territoire de Mogneville. Le syndicat a dans un premier temps mandaté la S.A.O. (Société d'Aménagement de l'Oise) pour l'accompagner dans la réalisation des études nécessaires à la création d'une ZAC à vocation économique.

Une étude de faisabilité a ainsi été réalisée en 2011 et 2012, par le groupement Expertise Urbaine, Denis Targowla, Area Conseil et le Cabinet Greuzat. Cette dernière a permis de définir le périmètre, le programme et les grandes orientations de la future zone d'activités. A ce stade, le périmètre initialement inscrit au sein du PLU a été modifié pour minimiser les impacts environnementaux. De plus, la création d'un barreau routier de contournement a été souligné comme un enjeu d'importance qui favoriserait l'ouverture et l'accessibilité de la future ZAC comme préalable à sa réussite commerciale. Enfin, la procédure de ZAC a été retenue pour permettre une souplesse de la procédure et pour sa réponse aux demandes identifiées.

Mi-2014, au regard des conclusions de l'étude de faisabilité, les orientations d'aménagement retenues pour la ZAC ont été approfondies au stade de l'Avant-Projet. En parallèle, plusieurs tracés pour le barreau de raccordement ont été étudiés afin de choisir le tracé le plus cohérent au regard du contexte environnemental, viaire et des différents projets alentours. Le tracé retenu a également fait l'objet d'un travail au stade Avant-Projet. Ce travail a permis d'aboutir à la réalisation d'un premier Dossier d'Autorisation Unique, par les bureaux d'étude en environnement Ixsane et CERRE, Centre d'Etudes et de Recherches en Environnement, déposé auprès des services instructeurs. Suite aux remarques de l'Etat et à la poursuite de sa réflexion, le Syndicat a souhaité formaliser un projet intégrant un ou 2 bâtiments et compléter l'évaluation environnementale du projet.

e) les enjeux du site de projet

La création de la zone d'activités a pour vocation de développer les activités économiques et l'emploi sur le territoire du Liancourtois et du Creillois. Suite aux études préalables, le SMBV a retenu une emprise de 27,8 ha afin de disposer d'une offre foncière conséquente et diversifiée permettant d'une part de répondre à la demande et d'autre part de rentabiliser les aménagements réalisés.

Les principaux enjeux de ce projet sont :

- Soutenir le développement économique et développer l'emploi,
- Diversifier les activités économiques du territoire,
- Proposer une offre de terrain d'activité de grande dimension permettant de contribuer à la diversification des activités sur le territoire Creillois et ainsi à la création de l'emploi dans un secteur d'activités porteurs pouvant toucher un plus grand nombre de personnes,
- Favoriser une intégration paysagère de la zone en lien avec l'environnement existant,
- Intégrer une qualité environnementale dans le projet par des aménagements paysagers de qualité et une gestion alternative des eaux de pluies,
- Minimiser les impacts sur la zone humide et les secteurs à enjeux environnementaux,
- Désenclaver le site par la réalisation d'un barreau routier de raccordement de la zone d'activités à la future déviation de la RD 62 portée par le Conseil Départemental de l'Oise,
- Créer une liaison raccordant le sud de la zone d'activités à la RD62.

L'analyse urbaine et paysagère réalisée a permis de soulever les points forts du site qui seront à conserver dans le cadre de son aménagement :

- La nécessité de conserver une trame verte centrale en continuité du bourg,
- L'importance de conforter une mise en scène du village et de son clocher, visibles depuis le site d'étude,
- L'objectif de reconstituer des lisières vertes en pourtour de la future zone d'activités pour une meilleure intégration visuelle. Cela permettra également de garder un lien avec l'ambiance paysagère générale du site et l'omniprésence de la forêt,
- Une rue Saint Denis à restructurer pour minimiser les discontinuités paysagères provoquées par les réseaux aériens, l'absence de clôtures végétales harmonisées et la succession de pignons.

f) Les options étudiées pour le barreau de raccordement

L'accessibilité à la future Zone d'Activités est un enjeu qui a fait l'objet d'une attention particulière depuis les études préalables. Outre la requalification de la rue de la Brèche nécessaire pour permettre le passage des futurs véhicules, il s'agit par ailleurs de trouver un nouvel accès plus direct à la future ZAC permettant ainsi d'éviter le passage par le centre-bourg de Mogneville, diminuant les nuisances pour les riverains. Le Conseil Départemental a débuté les travaux de réalisation d'une déviation au Nord (RD 62) du secteur d'étude. Ce futur tracé revêt une opportunité pour la Zone d'Activités en offrant la possibilité de se connecter sur cet axe et d'avoir une connexion plus rapide au réseau viaire structurant.

Plusieurs tracés ont été étudiés lors des études préalables avec :

- Un tracé n°1 qui longe la lisière Est de la forêt et permet de limiter le découpage agricole.
- Un tracé n°2 qui traverse la forêt au niveau d'un chemin existant et évite ainsi des impacts agricoles importants.
- Un tracé n°3 en continuité de la rue de la Brèche qui longe la forêt sur une partie et se connecterait à la RD 62 par un futur giratoire à proximité de Cauffry.

Les options de tracés ont été étudiées sous plusieurs thématiques afin que le Syndicat Mixte puisse faire un choix objectif éclairé et retenir le tracé le plus optimal en fonction du contexte général du site. Le Conseil Départemental, les communes environnantes ainsi que la Communauté de Communes du Liancourtois Vallée Dorée ont été intégrés à ces réflexions. La comparaison des tracés a permis de souligner les éléments suivants :

- Le tracé 1 est le plus long. Il permet d'éviter un éventuel découpage agricole mais revêt des problématiques importantes en termes de raccordement avec la future déviation RD 62, de nature des sols et d'archéologie ainsi que de proximité avec le bourg.
- Le tracé 2 évite des impacts importants sur les surfaces agricoles mais traverse un Espace Boisé Classé qu'il est nécessaire de faire muter. La nature des sols est également problématique.
- Le tracé 3 évite de découper les surfaces agricoles mais traverse la Brèche ce qui nécessite la réalisation d'un ouvrage d'art. Le raccordement avec la future déviation RD 62 est facilité par la présence d'un futur giratoire au point de connexion. Il permet par ailleurs la liaison du parc de Chedeville avec la future déviation et s'insère en cohérence dans le contexte viaire en proposant une continuité de la rue de la Brèche.

Au regard de ces différents éléments de comparaison, c'est le tracé n°3 qui a été retenu pour desservir la future ZAC.

g) Le maître d'ouvrage

Le Syndicat Mixte de la Vallée de la Brèche créé en 1999, avec les villes de Laigneville, Monchy-Saint-Eloi, Mogneville et Nogent-sur-Oise, s'est fixé comme objectif premier de contribuer au développement économique de son territoire.

Plusieurs projets avaient notamment été soulignés :

- Le recentrage des activités du groupe Montupet sur l'ex-site Desnoyers de Laigneville avec le maintien d'environ 800 emplois dans l'industrie automobile,
- La création ou l'extension de quatre parcs d'activités économiques.

A ce jour, la réhabilitation du site industriel Montupet est terminée. Le parc d'activité de Saulcy à Nogent sur Oise est achevé sur environ 80 000 m² avec l'installation de plusieurs entreprises commerciales conduisant à

près de 100 emplois créés. La première tranche d'aménagement du parc d'activités de la Croix Blanche à Monchy Saint Eloi est terminée avec l'implantation d'établissements tournés vers le médico-social. Le parc d'activité de Sailleville à Laigneville est également achevé et la commercialisation des lots est en cours. Enfin, l'extension de la zone d'activités de Mogneville est en cours d'étude afin d'entamer la phase opérationnelle de ce projet.

h) Caractéristiques du projet, périmètre et tracé, Mise En Compatibilité du PLU (MEC)

Le projet d'aménagement du Parc d'Activités du Marais, d'une superficie avoisinant les 27,98 ha, était déjà programmé dans le PLU de Mogneville approuvé le 23 novembre 2004 (zone 1 AUe d'environ 18 ha), mais qui est ici repositionné plus à l'Est du territoire communal. C'est le transfert de cette zone 1 AUe, en direction de l'espace aggloméré, qui fait l'objet de la présente mise en compatibilité du PLU, dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du « Parc d'Activités du Marais ». Ce transfert se justifie au regard des études préliminaires de faisabilité du projet menées sur les terrains inscrits en zone 1 AUe au PLU en vigueur de 2004. Les enjeux environnementaux, entre autres, étant trop important sur ces derniers, la zone d'activités initialement inscrite au PLU en vigueur a été transférée plus à l'Est de la plaine agricole, sur des terrains moins sensibles d'un point de vue environnemental afin d'en limiter les impacts négatifs.

Le projet de ZAC s'inscrit donc au sein d'un territoire communal dont le développement économique était déjà acté. La pertinence de ce projet se révèle d'autant plus forte aujourd'hui avec l'accentuation de l'épuisement de la disponibilité foncière et la création d'un barreau routier permettant de relier la ZAC à la RD 1016 en empruntant la future déviation de la RD 62.

i) Justification du projet

Raisons du choix opéré au regard des solutions de substitution

C'est dans un contexte de pénurie de foncier à vocation économique dans le Bassin Creillois, que s'inscrit ce projet de développement économique.

La création du Parc d'Activités du Marais vise en effet à répondre aux demandes constantes d'implantation d'activités économiques qui ne peuvent plus être satisfaites dans le Bassin Creillois.

S'agissant des modalités d'urbanisation de la zone (cf. orientations d'aménagement et de programmation), le projet privilégie deux accès principaux que sont le barreau routier et le Chemin Blanc, sans imposer une desserte interne qui dessinerait un « lotissement ». Toutefois, d'autres accès secondaires réservés aux véhicules légers et/ou aux circulations douces devraient être créés afin de renforcer l'accessibilité à la future zone d'activités sans pour autant occasionner une augmentation du trafic, notamment des poids lourds, dans le village de Mogneville.

Une attention toute particulière sera apportée aux déplacements : d'une part, au niveau de l'impact du projet sur les flux routiers et de l'insertion sur le réseau routier départemental, d'autre part, sur les transports collectifs et l'accessibilité du site.

Les orientations d'aménagement retenues pour la ZAC

Suite aux études préalables approfondies, les grandes orientations d'aménagement suivantes ont été retenues :

- Un accès principal de desserte au Nord, reliant la rue de la Brèche à la RD 62, permet d'irriguer le lot d'activités. Il est complété par un axe interne privatif,
- Une coulée verte principale au centre de l'opération vient animer la zone d'activités. La conservation de la végétation existante et l'implantation de bassin de gestion des eaux pluviales permet de s'appuyer sur la biodiversité existante et de la conforter. En complément, une lisère verte en pourtour de l'opération contribuera à l'intégration de la future zone d'activités dans le paysage,
- Une coupure agricole est conservée avec le centre-bourg pour veiller à la tranquillité des riverains,
- Le développement d'une circulation douce en frange de l'opération relié notamment au Chemin Blanc.

Les orientations d'aménagement retenues pour le barreau routier

Ce barreau de raccordement revêt plusieurs enjeux :

- Offrir une facilité d'accès à la future ZAC par un raccordement plus directe vers la RD 1016, axe structurant du territoire,

- Eviter le passage des véhicules en lien avec la ZAC par le centre bourg de Mogneville et ainsi limiter les nuisances pour les habitants,
- Permettre de connecter le parc de Chédeville au territoire et notamment vers le collège de Cauffry et autres équipements publics,
- Compléter le réseau de pistes cyclables pour favoriser les modes doux sur le territoire.

Le tracé du barreau routier a été établi selon les principaux paramètres de conception géométrique des routes, pour une route avec une vitesse de référence à 50 km/h. L'équipe de projet a souhaité retenir cette vitesse au regard des différents points de conflit au niveau des connexions Ouest (sortie de giratoire, piquage pour l'AAGV) et Est (connexion vers la station d'épuration et activités existantes, entrée de la future ZAC et du parc de Chédeville) mais aussi au regard de la longueur limitée du tracé et de sa courbure. De plus, ce niveau de vitesse permet de renforcer l'usage de cet axe par les modes doux et leur sécurité.

L'approfondissement du tracé a cherché à minimiser les impacts sur les zones boisées et les secteurs à fort enjeu écologique. De plus, l'impact sur les parcelles agricoles a été limité avec le souhait de ne pas toucher les parcelles exploitées situées au nord (parcelle 414 et 370).

Le profil du barreau routier est envisagé avec une chaussée double sens de 7 mètres de large, accompagné d'un trottoir mixte piéton et cycliste de 3 mètres de large. Des espaces d'accotement pour le traitement des eaux pluviales et pour la mise en place de haies denses sont également envisagé. La voirie sera sans éclairage public afin de préserver la vie nocturne des espèces. En fonction des portions, le profil s'établit sur 13 à 15 mètres de large. Un ouvrage d'art pour traverser la Brèche sera réalisé afin de préserver son écoulement naturel.

j) La concertation

Le Conseil Syndical a défini en séance du 10 février 2015, les modalités de concertation préalables à la création de la ZAC pour la création de la zone d'activités économiques à Mogneville :

- L'organisation d'une réunion publique ;
- La parution d'un avis officiel dans un journal local ;
- La parution d'articles dans les publications du syndicat et de la Commune de Mogneville (site internet, bulletin d'information) ;
- L'organisation d'une exposition publique ;
- L'ouverture d'un registre d'observation en mairie de Mogneville.

La réunion publique a regroupé une quarantaine de participants. Les échanges suivants ont eu lieu :

- Les pistes de commercialisation,
- L'intégration de la zone artisanale existante,
- La nature de la liaison sud entre la future zone d'activités et la RD 62 via le Chemin Blanc,
- Les prescriptions environnementales,
- Le devenir des terrains initialement acquis pour faire l'opération,
- La réalisation d'une étude de bruit,
- La possibilité d'une connexion avec la gare ferroviaire de Laigneville,
- Le planning de réalisation du barreau routier avec le souhait de limiter le passage de poids-lourd dans le bourg de Mogneville.

Le SMVB a publié deux avis officiels dans deux journaux locaux afin d'informer la population sur la tenue de la réunion publique et de l'ouverture de l'exposition publique, accompagné d'un registre des observations du public.

Un registre d'observation du public a été mis à disposition du public en mairie de Mogneville aux jours et heures d'ouverture du public. Le registre des observations présente une seule observation de la part de la gérante de l'écurie "Les Crinières au Vent" située à proximité directe de la future zone à vocation économique au niveau de la rue de la Brèche. Elle date du 01/04/2016. Son observation souligne les points suivants :

Son opposition totale au projet qui va à l'encontre du fonctionnement de son entreprise notamment pour des raisons sécuritaires, de nuisances et de tranquillité, la suppression des lieux de pâtures qu'elle entretient et utilise pour les chevaux de ses clients ce qui engendrerait une perte de chiffre d'affaire, le non-respect d'une distance de 50 mètres par rapport à une activité agricole et légalisation de deux maisons voisines illégales causant la dévalorisation de son entreprise.

EN SYNTHÈSE : La concertation a eu pour objectif d'informer le public et toutes les personnes concernées par ce projet de ZAC et de permettre à tous les usagers, riverains, habitants, associations et élus d'exprimer leur avis. Le SMVB a utilisé des moyens différents (réunions, articles, exposition) pour toucher un maximum de gens et recueillir leurs observations.

k) Coût

Les aménagements projetés par le Syndicat Mixte de la Vallée de la Brèche consistent à accueillir un lot d'activités économiques sur un secteur de 30 hectares ainsi qu'un barreau routier de raccordement d'une longueur approximative de 865 mètres.

Les travaux d'équipements publics se déclinent de la manière suivante :

- requalification de la rue de la Fontaine Saint Denis, estimés à 837 401,25 € HT,
- aménagement de l'accès au lot, estimés à 70 000 € HT,
- réalisation d'une voirie de raccordement, dite « barreau routier de contournement », entre la ZAC au

niveau de la rue de la Brèche et le futur giratoire de la déviation RD62. Ce tracé comporte la réalisation d'un ouvrage d'art pour traverser la Brèche. Le montant global des travaux du barreau routier s'élève à un montant prévisionnel d'environ 2 832 667 € HT, suivant le détail ci-après. Il est provisionné un montant estimatif à hauteur de 700 000 € pour l'ouvrage d'art qui devra être consolidé par une étude technique approfondie.

Travaux préparatoires	72 500 €
Terrassements	830 453 €
Eaux pluviales	150 030 €
Voirie	897 843 €
Ouvrage d'art*	700 000 €
Espaces verts	38 016 €
Signalisation	18 425 €
Equipement de sécurité	13 750 €
Plan de récolement	8 000 €
Divers et Aléas	103 660,05 €
Total Travaux Barreau routier HT	2 832 667,05 €

Coût prévisionnel de réalisation du barreau routier, hors ouvrage d'art

Source : GNAT Ingénierie

* : Provision pour un ouvrage classique fonctionnel et sous réserve des études techniques complémentaires à réaliser pour préciser ses caractéristiques techniques et dimensions.

S'agissant de la desserte interne du lot d'activités, il sera donc procédé par le porteur de projet à :

- un aménagement de voies de desserte ainsi qu'à la mise en place du réseau de collecte et de régulation des eaux et de tous les réseaux nécessaires au fonctionnement de la zone,
- des aménagements paysagers.

En complément du poste de travaux, les dépenses englobent les éléments suivants :

- Le poste d'acquisition foncières, les évictions agricoles, les indemnités d'éviction, le diagnostic archéologique, les frais divers relatifs aux actes notariés (notaires...). Ce poste est estimé à environ 1 495 000 € HT pour le périmètre de la ZAC et 55 000 € HT pour le barreau routier,
- Les études pré-opérationnelles et opérationnelles, les honoraires divers ainsi que les aléas sur travaux. Ce poste est estimé à environ 1 230 000 € HT,
- Les frais divers liés à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et notamment les frais de gestion, de portage foncier et de maîtrise d'ouvrage délégué. Ce poste est estimé à environ 370 000 € HT.

Le poste des dépenses relatives à la présente opération peut être appréhendé à environ 7 010 000 € HT.

l) Impacts du projet

Incidences du projet

Incidences sur le climat

Au niveau macro-climatique, la programmation de la ZAC entrainera un volume d'émission de gaz à effet de serre direct et indirect due à l'occupation, au fonctionnement et aux mobilités induites par l'usage sur site.

Mesures d'accompagnement

Une étude menée par lxsane s'applique à définir des scénarios sur les modes d'approvisionnement en énergie de la ZAC et en mesure les conséquences.

Incidences sur la topographie

Le projet d'aménagement et de construction entrainera d'importants mouvements de terre et des évolutions de la topographie initiale pour permettre l'implantation des réseaux, des infrastructures et des futurs bâtiments. L'effet principal est la reconversion d'un espace composé de parcelles agricoles en zone d'activités accueillant des activités artisanales, tertiaires et industrielles.

Mesures d'accompagnement

L'implantation bâtie a été conçue pour s'inscrire dans les lignes paysagères et topographiques pour faire du relief assez plan un atout pour le projet. Le projet s'appuie sur les lignes basses et les lignes hautes pour l'organisation générale (le règlement du zonage 1AUe du Plan Local d'Urbanisme fixe à **15m** maximum la hauteur).

Incidences sur les eaux superficielles

Lors de la phase de travaux, les mesures envisagées pour limiter les risques de pollution des eaux superficielles concernent principalement la mise en œuvre de plateforme spécifique pour le stationnement des engins de chantier, l'interdiction de réaliser des opérations d'entretien telles que des vidanges sur l'emprise du projet et la mise en place de rétentions pour le stockage des substances liquides potentiellement polluantes.

Le projet prévoit la mise en place de systèmes spécifiques de gestion des eaux pluviales et des eaux usées qui garantiront l'absence d'impact sur l'environnement concernant ces deux thématiques. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront mis en œuvre dès la phase chantier.

Evaluation des impacts sur la géologie, l'hydrogéologie et les ressources en eaux

D'un point de vue quantitatif, la nature du projet n'est pas à même de modifier le fonctionnement de la nappe souterraine ou la nature du sous-sol.

La nappe superficielle se situe, au droit du projet, à 1 à 2 m sous le terrain naturel. Enfin, il est précisé que compte-tenu de sa position par rapport aux points d'alimentation en eau potable, le projet n'aura pas d'impact sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Il reste nécessaire d'anticiper les risques de relation entre les eaux souterraines et superficielles, notamment par des précautions d'aménagement et d'interventions en cas de pollution accidentelle.

Mesures d'accompagnement

L'ensemble des mesures et des dispositifs de gestion des eaux pluviales mis en œuvre et explicités permettront à travers les espaces de rétention du parc et du ruisseau, d'infiltrer les eaux pluviales sur site. A noter que sur le long terme, les plantations arborées des espaces publics et des jardins privés contribueront à stabiliser les caractéristiques hydriques des sols, à perméabiliser les couches superficielles, et à participer à l'infiltration à l'aide de revêtements spécifiques (enrobés drainants...).

Incidences sur les zones humides

La juxtaposition des cartes de repérage des zones humides et zone à enjeu écologique avec le projet d'aménagement de la ZAC a permis d'évaluer les incidences éventuelles du projet sur ces milieux. Plusieurs mesures d'évitement ont été prises (notamment par le choix de déplacer le périmètre de la ZAC, ou d'adapter le tracé du barreau de raccordement).

Mesures d'accompagnement

Afin de compenser la destruction de 8,6 ha de zone humide non évitable, le projet intègre la réalisation d'une mesure compensatoire écologique spécifique de renaturation d'espace en zone humide fonctionnelle. Une étude de la fonctionnalité des zones humides, conforme au guide national de juin 2016, a donc été réalisée.

Incidences sur l'écologie

Les principaux impacts recensés pour l'écologie sont :

- La destruction d'habitat et d'individus terrestres ;
- Le développement d'espèces végétales invasives ;
- Le dérangement / la perturbation ;

- La fragmentation des habitats et barrière aux déplacements locaux ;
- La diminution de l'espace vital.

Les incidences sur les différents taxons vont de nuls à forts selon les espèces et les périodes considérées. L'inventaire des espèces concernées est précisé dans le chapitre 4 de l'étude

Aucune relation n'a pu être mise en évidence entre les zones Natura 2000 localisées dans un rayon de 20 km autour du site d'étude et ce dernier, que ce soit au niveau du réseau hydrographique, de la topographie ou de la flore et la faune. Le projet ne remettra donc pas en cause l'intégrité de ces zones Natura 2000.

De ce fait toute une série de mesures d'évitement, de réduction et de compensation de chaque impact a ainsi été proposée :

Mesures de réduction

- Choisir le tracé le moins impactant pour la biodiversité (tracé 3) ;
- Choisir le secteur d'implantation de la ZAC le moins impactant pour la biodiversité et les zones humides.

Mesures de réduction en phase exploitation

- Proscrire l'éclairage nocturne sur les nouvelles portions de route ;
- Installer des éclairages adaptés sur la ZAC ;
- Maîtriser l'écoulement des eaux liés à l'aménagement ;
- Mettre en place une gestion extensive des milieux prairiaux ;
- Entretenir les secteurs boisés aux abords du barreau routier ;
- Créer des haies denses de part et d'autre du barreau routier.

Mesures d'évitement

- Éviter les travaux et ne pas circuler, ni entreposer sur les espaces semi-naturels à enjeux écologiques non détruits.
- Baliser les espèces floristiques remarquables et leurs habitats situés à proximité des zones de travaux ;
- Réaliser les travaux de décapage des terres en dehors de la période de reproduction des espèces de la faune vertébrée et invertébrée ;
- Limiter l'abattage d'arbres et réaliser ces travaux hors des périodes sensibles ;
- Prévenir le cantonnement éventuel d'oiseaux par effarouchement ;
- Ne pas effectuer de travaux sur le site de nuit et proscrire l'éclairage nocturne sur les zones à enjeux écologiques significatifs ;
- Prévoir des zones étanches pour l'entretien des engins de chantier ;
- Maîtriser les écoulements en cas de fuites d'hydrocarbures ;
- Réduire l'impact lié aux véhicules de chantier en limitant le nombre d'engins, la vitesse de déplacement à 30 km/h et en sensibilisant le personnel aux éco-gestes ;
- Lutter contre le développement des espèces exotiques envahissantes via un contrôle des engins, matériaux et des essences utilisés ;
- Éviter les travaux ou arroser les portions de routes décapées en période de forte chaleur.

Mesures d'évitement en phase exploitation

- Ne pas utiliser de produits phytosanitaires pour l'entretien du site ;
- Débuter les travaux de décapage hors de la phase de reproduction des espèces de la faune invertébrée.

Mesures de compensation

- Restauration et gestion de boisements humides ;
- Création et gestion de prairie mésohygrophile ;
- Compensation de la zone humide.

Mesures d'accompagnement et de suivi écologique

- Organisation du chantier ;
- Informer le personnel du chantier des consignes spécifiques contre la création de zone pièges ;
- Suivi des mesures lors du chantier ;
- Aménager de manière écologique les plans d'eau ;
- Aménager des prairies de fauche ;
- Application de mesures favorables à la faune et flore dans le règlement de ZAC ;
- Suivi des espèces remarquables ;
- Programme d'amélioration des connaissances sur la biodiversité et le fonctionnement des zones humides ;

Incidences sur le milieu humain

L'occupation des sols

L'effet principal est la reconversion d'un espace composé de parcelles agricoles, de quelques boisements, en zone d'activités accueillant à terme des activités économiques.

Mesure d'accompagnement

La conception du projet a donc pris en considération ces éléments par la structuration des mailles du projet selon la topographie pour accompagner les eaux pluviales issues des espaces communs qui seront envoyées et infiltrées dans des bassins de rétention.

Population

La création de nouvelles activités est susceptible d'augmenter l'attractivité du territoire de Mogneville / Liancourt.

Habitat

Compte-tenu de la finalité du projet de la ZAC de Mogneville qui est dédié au développement de nouvelles activités, le programme aura un impact positif direct, notamment au regard de l'évolution urbaine et économique pressentie dans le secteur d'étude.

Activités économiques

L'impact du projet sur les activités économiques et l'emploi sur site est globalement positif avec la création de nouvelles unités d'activités. L'estimation du nombre futur d'actifs supplémentaires sur site comporte une grande part d'incertitudes compte tenu des influences macroéconomiques sur l'emploi, sur les stratégies des entreprises, et sur le fait que les entreprises ne sont pas encore connues.

L'ensemble du projet a un impact très positif sur l'emploi indirect. Les entreprises du BTP construiront les voiries, réseaux divers, et l'ensemble des bâtiments prévus, les entreprises du paysage aménageront l'ensemble des espaces extérieurs, puis de nombreuses sociétés d'équipements et d'aménagement d'intérieur s'occuperont de rendre les bâtiments d'activités fonctionnels.

Mesures d'accompagnement

La disposition des activités sur le site permet de gérer les transitions entre les axes à forte circulation et la zone d'activité de Chédeville d'une part, et les logements existants d'autre part, minimisant ainsi les nuisances acoustiques.

Trafic et desserte

Le projet retenu vient modifier en partie le fonctionnement du réseau viaire local, en ajoutant un barreau routier qui va aller se brancher sur le giratoire la future déviation de la RD 62. Ce barreau permettra ainsi de facilement relier la ZAC de Mogneville à la RD 1016.

Au final, l'état du trafic sera sensiblement plus important aux heures de pointe par rapport à l'état initial, mais ne devrait pas entraîner de gêne supplémentaire.

Concernant le stationnement : L'ensemble du stationnement privé sera géré à l'intérieur des emprises constructibles. Il n'y a pas de stationnement sur voirie prévu. Le règlement du PLU fixe à une place de stationnement pour 100 m² construit.

La ZAC cherche à promouvoir le mode de déplacement doux par des aménagements comme :

- Créer de voies douces mixtes vélo piéton ;
- Créer des emplacements de stationnement vélo ;
- Créer des cheminements dédiés pour les modes doux ;
- Emplacement réservé sur le barreau routier pour la création d'une piste cyclable ; ceci devrait permettre de créer des conditions favorables aux déplacements doux.

Risques technologiques et ICPE

La ZAC n'est concernée ni par le risque technologique ni par le transport de matières dangereuses : les activités programmées sur la ZAC ne seront pas de nature à générer des transports importants de matières dangereuses.

Urbanisme

La création de la ZAC est inscrite dans le document d'urbanisme de Mogneville. Ce dernier fait l'objet d'une mise en compatibilité dans le cadre de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique. Le site de développement de la ZAC de Mogneville est de plus, inscrit au sein du SCOT de la vallée du Grand Creillois.

Les réseaux existants

La frange Est du site étant urbanisée, et le parc de Chédeville étant situé à l'ouest, le site de projet s'intègre dans un espace déjà desservi par l'ensemble des réseaux permettant de connecter la future ZAC.

Les déchets de chantiers seront valorisés au maximum par un tri des matériaux issus de la démolition à la source et une gestion de ces déchets avec filière adaptée sera mise en place.

Les déchets classiques générés par les activités prévues dans le projet sont globalement assimilables aux ordures ménagères. Les déchets industriels seront traités spécifiquement par les entreprises. Une à deux collectes sont prévues sur le site selon le plan de collecte des collectivités.

La détermination des filières de recyclage / valorisation des déchets spécifiques liés aux activités et leur mise en place seront à la charge des entreprises s'installant sur le site.

Patrimoine paysager et culturel

L'analyse urbaine et paysagère réalisée a permis de soulever les points forts du site qui seront à conserver dans le cadre de son aménagement :

- conserver une coulée verte centrale ;
- mettre en scène le village et son clocher ;
- reconstituer des lisières vertes ;
- restructurer la rue Fontaine Saint Denis.

La future Zone d'Activités devra par ailleurs faire l'objet d'aménagements qualitatifs afin d'apporter un confort de travail au sein même de la zone, à l'image du cadre environnant.

Enfin, ce projet sera réalisé en trois phases étalées dans le temps. Il conviendra de veiller à la bonne réalisation de chaque phase pour un fonctionnement pérenne.

Le bruit

S'implantant dans un environnement sonore assez peu bruyant, et le programme ne comportant pas d'éléments très émetteurs, le projet n'aura pas un impact significatif sur l'environnement sonore. Ce sont les infrastructures routières et l'augmentation annoncée du trafic sur les axes majeurs du département qui auront un impact important sur le projet.

Une étude acoustique spécifique a été réalisée, celle-ci a conclu à l'absence d'incidence sur les habitations en ce qui concerne le trafic sur les axes de circulation de la ZAC (chaque entreprise qui s'installe devra s'assurer qu'elle respecte la réglementation). Des aménagements seront réalisés sur la liaison entre la RD 1016 et Mogneville afin de respecter les seuils réglementaires.

La phase chantier entraînera une augmentation significative du bruit sur le secteur dus aux engins et aux camions.

Les travaux bruyants seront réalisés lors de plages horaires convenables pour les riverains.

Qualité de l'air

Les travaux et l'approvisionnement en matériaux sur les chantiers sont des sources très importantes de polluants atmosphériques et de poussières que peuvent localement et ponctuellement réduire la qualité de l'air. Il sera interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les allées de circulation, les aires de tri, de nettoyage et de stockage, ainsi que les zones d'excavation et de remblaiement seront aménagées et exploitées de manière à éviter les envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage. Un arrosage contrôlé sera, si nécessaire, mis en œuvre.

L'étude de qualité de l'air réalisée a conclu que les projections d'émissions sont nettement en dessous des seuils : le projet ne présente pas de risque particulier sur la santé par la pollution atmosphérique.

Le risque industriel

Le projet de création de la ZAC de Mogneville n'entre pas en conflit avec une activité existante. De plus, aucune activité à risque n'est prévue sur le site.

Sites pollués

Le projet de création de la ZAC de Mogneville n'entre pas en conflit avec des sites pollués.

Transport de Matières dangereuses

Les nouvelles activités éventuelles susceptibles de s'implanter nécessitant du transport de matières dangereuses devront, le cas échéant, dans leur demande d'autorisation prendre en compte ce risque.

Mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi

Les mesures écologiques d'évitement

- Éviter les travaux et ne pas circuler, ni entreposer sur les espaces semi-naturels à enjeux écologiques non détruits ;
- Réaliser les travaux de décapage des terres ou de défrichement en dehors de la période de reproduction des espèces de la faune vertébrée ;
- Ne pas effectuer de travaux sur le site de nuit et proscrire l'éclairage nocturne sur les zones à enjeux écologiques significatifs ;
- Baliser les espèces floristiques remarquables et leurs habitats situés à proximité des zones de travaux ;
- Informer le personnel du chantier des consignes spécifiques contre la création de zones pièges ;
- Prévoir des zones étanches pour l'entretien des engins de chantier.

Mesures écologiques de réduction

- Débuter les travaux de décapage ou de défrichement hors de la phase de reproduction des espèces de la faune invertébrée ;
- Lutter contre le développement des espèces exotiques envahissantes via un contrôle des engins, matériaux et des essences utilisés ;
- Limiter l'abattage d'arbres et réaliser ces travaux hors des périodes sensibles ;
- Réduire l'impact lié aux véhicules de chantier en limitant le nombre d'engins, la vitesse de déplacement à 30 km/h et en sensibilisant le personnel aux éco-gestes ;
- Maîtriser les écoulements en cas de fuites d'hydrocarbures ;
- Éviter les travaux ou arroser les portions de routes décapées en période de forte chaleur et de vent fort ;
- Aménager de manière écologique les plans d'eau ;
- Aménager des prairies de fauche.

Les mesures réductrices générales pendant la phase travaux

D'une manière générale, les travaux seront réalisés dans le respect environnemental du secteur, une charte chantier vert sera ainsi mise en place incluant notamment une clause d'insertion.

Les mesures suivantes seront notamment mises en œuvre :

- Gestion des déchets ;
- Utilisation contrôlée et stockage approprié des produits dangereux ;
- Gestion des nuisances ;
- Sécurisation du site ;
- Prise en compte des situations d'urgence via le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Plan de circulation fourni par l'entreprise lors des travaux et pour l'intervention sur Route Départementale.

Toutes les précautions nécessaires concernant la protection du milieu naturel seront prises. Il sera notamment indispensable de :

- Planifier dans le temps des travaux de construction en relation avec la météorologie (en dehors des périodes pluvieuses) ;
- Au cours des travaux d'aménagement de la zone projetée, l'ensemble des déchets (huiles usagées...) sur le chantier sera évacué par des sociétés spécialisées ;
- Aucun entretien de véhicule ne devra être réalisé sur le chantier ;
- En cas de nécessité, mise en place d'une barrière de protection (fossés temporaires...) à l'aval des chantiers afin d'éviter l'entraînement de fines particules dans le milieu naturel pendant les travaux.
- Les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront mis en œuvre dès la phase chantier.

Surveillance et entretien des ouvrages

La surveillance et l'entretien des ouvrages hydrauliques créés pour la gestion des eaux pluviales de la ZAC et des bassins versants amont interceptés seront assurés par le service gestionnaire des réseaux ou par l'entreprise en charge de la gestion des espaces verts pour les parties communes.

Concernant le fossé de la rue du Saint-Sacrement il est entretenu par la Communauté de communes du Liancourtois de part sa compétence eaux pluviales qui comprend notamment l'entretien des réseaux busés et des fossés exutoires de réseaux d'eaux pluviales. La fréquence d'entretien est d'une fois tous les 4 ans pour le fossé et d'une fois tous les 5 ans pour le réseau eaux pluviales. Un entretien intermédiaire peut être réalisé selon les besoins.

Concernant le ru des Blancards et le ru des Terres Communales, l'entretien des berges et l'enlèvement des éventuels obstacles est à la charge des propriétaires riverains. Dans le cas présent, pour la partie se situant dans la future ZAC, l'entretien sera à la charge du propriétaire, la fréquence sera définie selon les besoins.

Les ouvrages

Les abords des bassins de rétention doivent être considérés comme des espaces verts et doivent être entretenus comme tel.

Entretien préventif

Des fiches d'entretien seront réalisées pour l'ensemble de la ZAC afin de planifier dans le temps et l'espace l'ensemble des actions à mener pour une gestion efficace, qualitative et économe.

Entretien curatif

Dans le cas de bassin de rétention, la cause d'un dysfonctionnement irrémédiable ne peut provenir que de l'endommagement des orifices de régulation. En cas de dysfonctionnement manifeste ou d'une altération, la société gestionnaire s'engage à constater de visu les problèmes et à les régler dans les plus brefs délais.

Impacts résiduels liés à l'écologie

Le site étudié abrite des espèces protégées. L'analyse des impacts du projet permet de réduire de manière significative, après mesures d'évitement et de réduction, les impacts du projet.

Or des impacts résiduels subsistent en matière de destruction d'individus pour un certain nombre de ces espèces. Des impacts résiduels subsistent également en matière de destruction/altération d'habitat, de diminution de l'espace vital et de dérangement/perturbation. Ces impacts sont moyens pour certaines espèces (21 espèces d'oiseaux, 6 espèces de mammifères).

Compte-tenu des niveaux d'impact résiduel sur ces espèces, un dossier de dérogation est également déposé.

Compensation liée à l'écologie

Il s'avère que des impacts résiduels de niveau significatif persistent après application des mesures d'évitement et de réduction. La mise en place de mesures compensatoires (MC) s'avère donc nécessaire. Pour ce faire 2 mesures compensatoire seront mises en œuvre :

- La restauration et la gestion d'un boisement humide ;
- La création d'une prairie humide.

MC 1 : Restauration et gestion de boisements humides

La compensation consistera en une restauration de boisement qui interviendra donc sur un boisement existant, localisé à proximité du boisement impacté. On recherchera, par cette restauration, à recréer des habitats fonctionnels pour la faune vertébrée, et en particulier l'avifaune et les chiroptères. Un plan de gestion sera établi visant à faire un état des lieux des parcelles accueillant la compensation (parcelles localisées au sud-ouest du périmètre rapproché au niveau du Marais de Monchy, commune de Monchy Saint-Eloi), et des actions de gestion à mettre en œuvre pour améliorer la qualité écologique du boisement.

Ces mesures viseront en priorité à fournir des habitats de substitution aux espèces et cortèges directement impactées par le projet, à savoir :

- le cortège des milieux fermés et semi-fermés pour les oiseaux ;
- le Murin de Daubenton ;
- la Noctule de Leisler ;
- la Sérotine commune ;
- la Pipistrelle commune ;
- le cortège des milieux fermés et semi-fermés pour les chiroptères.

MC 2 : Création et gestion de prairie mésohygrophile

L'objectif de la mesure est de créer une prairie humide en lieu et place des cultures existantes constituant ainsi un milieu ouvert humide particulièrement favorables aux espèces inféodées à ce type de milieu et en particulier à l'entomofaune.

Pour obtenir une prairie humide, il est souhaité que l'eau soit présente au minimum entre 0,5 m et 1,5 m sous le terrain naturel (au-delà la prairie n'est plus humide mais mésophile). Or les sondages confirment que le site présente les conditions favorables au développement d'une telle prairie.

Des dépressions pourront être créées dans l'optique d'obtenir par endroit des inondations hivernales de 1 à 3 mois et ainsi obtenir les conditions hydriques recherchées pour permettre l'établissement d'une végétation de prairie hygrophile.

La recolonisation spontanée par la végétation autochtone est tout à fait adaptée.

Compensation liée aux zones humides

Le cumul des mesures de réduction, ainsi que MC1 / MC2 permettent de compenser à 200 % les surfaces de zones humides impactées par le projet. L'étude de fonctionnalité des zones humides réalisée conformément au guide national a permis de conclure que le site de compensation permettait de compenser les pertes de fonctionnalité sur les zones humides impactées par le projet de ZAC de Mogneville.

Protection et gestion du site

Les futures zones humides se trouveront sur une seule et même emprise publique dont le suivi sera assuré par un même et unique gestionnaire. Les parcelles appartiennent en majorité au syndicat (les autres feront l'objet d'un bail emphytéotique avec la commune de Monchy-Saint-Eloi), ce qui permettra d'assurer la pérennité des aménagements mis en place.

Suivi

Le gestionnaire s'engage à effectuer un suivi régulier des fonctions identifiées, notamment les fonctions de biodiversités. Un relevé bi-annuel sera effectué les 5 premières années puis un relevé annuel les 15 années suivantes.

Mesures d'accompagnement (MA) et de suivi écologique

Le chapitre suivant précise les modalités de suivi des mesures préconisées plus haut, ainsi que de leur efficacité.

MA1 : Organisation du chantier

L'organisation du chantier est un point très important de son bon déroulement mais aussi et surtout du respect de la faune et de la flore existante. Il s'agit, en l'occurrence, de prendre en compte les contraintes écologiques jusque dans l'établissement du plan de circulation des engins intervenant pour les travaux.

MA 2 : Suivi des mesures

Une vérification du bon respect des mesures d'évitement et de réduction sera réalisée durant toute la période de travaux. Elle permettra de s'assurer que les mesures préconisées sont effectivement mises en place et de manière adéquate. Ce suivi sera assuré par une structure indépendante permettant d'assurer le bon déroulement des mesures et de les consigner.

MA 3 : Application de mesures favorables à la faune et flore dans le règlement de ZAC

Afin d'accroître la fonctionnalité écologique des milieux semi-naturels qui seront aménagés sur la ZAC, il est intégré au règlement de la ZAC les préconisations similaires à celles indiquées dans ce présent rapport.

MA 4 : Suivi des espèces remarquables

Dans le but de s'assurer de l'efficacité des mesures préconisées dans ce rapport en faveur de la faune et de la flore, un suivi écologique sera réalisé pendant l'exploitation. Ce suivi sera ciblé sur les espèces remarquables (à enjeux réglementaire et patrimonial) recensées lors de l'état initial et pourra s'étendre à toute nouvelle espèce remarquable recensée.

MA 5 : Programme d'amélioration des connaissances sur la biodiversité et le fonctionnement des zones humides

Dans le cadre du projet, sera créée une vaste zone humide prairiale favorable aux espèces inféodées à ce type de milieux. Par ailleurs, un suivi des espèces remarquables permettra de s'assurer de la fonctionnalité de ce milieu tel que noté dans la mesure MA 4.

En mettant en place la présente mesure MA 5, le pétitionnaire souhaite sensibiliser les acteurs locaux à la préservation de la biodiversité et en particulier des zones humides. Ce programme sera mis en place avec un des partenaires locaux du pétitionnaire : le Parc de Chédeville.

m) Le contexte foncier

Pour le projet de ZAC comme pour son barreau routier de raccordement, les parcelles ne sont pas urbanisées. Elles sont actuellement occupées par :

- De l'activités agricoles notamment pour la ZAC,
- Des espaces boisés notamment pour le barreau routier.

Le périmètre de la ZAC s'étend sur 45 parcelles représentant une surface totale de 278 928 m². Pour le barreau routier, le périmètre s'étend quant à lui sur une longueur de 890 m et impacte 8 parcelles sur Mogneville, 13 parcelles sur Cauffry et 10 parcelles sur Laigneville soit au total 31 parcelles.

Les tailles des parcelles sont disparates, certaines font moins de 50m², tandis que la plus grande mesure plus de 60 000 m².

n) Urbanisme

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Dans son Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) approuvé le 26 mars 2013, le SCOT du Grand Creillois a inscrit le projet de la ZAC de Mogneville.

Le DOO du SCOT détermine cet espace comme un « espace à vocation exclusivement économique » qui doit donc être strictement dédié à cette activité. La règle de mixité fonctionnelle ne s'applique pas dans ces espaces, qui doivent être optimisés par les collectivités.

Le PADD rappelle également qu'il s'agit d'espaces voisins d'autres secteurs habités, d'espaces visibles sur lesquels il convient de mener une réflexion urbaine et paysagère. Ces zones économiques doivent devenir des éléments d'une nouvelle image tournée vers l'innovation et le dynamisme.

Le projet de la ZAC Mogneville est donc inscrit au SCOT du Grand Creillois en étant un des deux projets d'extension à vocation économique envisagés sur le territoire. Les exigences en termes réflexion urbaine et paysagère ont été des axes forts pour l'élaboration du schéma d'aménagement.

Le Plan Local d'Urbanisme de Mogneville

Le PADD de la commune intègre le projet d'extension de la zone d'activité existante comme décrit au SCOT ainsi qu'un projet de raccordement à la future déviation RD62. Ces éléments sont également repris dans le plan de zonage et dans les servitudes s'y afférents. Néanmoins, la zone AU de 19,35 ha actuellement représentée au PLU correspond au premier périmètre d'étude qui a dû être adapté dans le cadre des études préalables car il impactait dans sa quasi-totalité une zone humide. Il en est de même pour le barreau de raccordement.

Le périmètre de la future ZAC est donc aujourd'hui classé en 3 zones distinctes :

- En zone A à vocation Agricole,
- En zone N à vocation Naturelle,
- En zone AU qui concerne les secteurs à Urbaniser à court terme.

Toutefois, les études préalables et les divers enjeux soulignés ont nécessité une modification des différents périmètres. Une mise en compatibilité des documents d'urbanisme sera nécessaire pour intégrer le projet aux documents réglementaires.

Le Plan Local d'Urbanisme de Cauffry et Laigneville

Le projet de barreau routier traverse également les communes de Cauffry et Laigneville. Le PLU de Laigneville est actuellement en cours de révision. Le tracé traverse l'emplacement réservé n°10 mais le PLU est compatible pour la réalisation du barreau.

Concernant Cauffry, le tracé traverse une zone Agricole puis une zone Naturelle classée en EBC, le PLU est en cours de révision et pourra intégrer le projet.

Le SDAGE

A l'exception de la disposition D6.86, le projet de ZAC est compatible avec le SDAGE concernant les milieux aquatiques.

La mise en compatibilité du PLU n'engendrera pas de pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques au regard des règles introduites en la matière dans le cadre de la création de la future zone d'activités.

Le SAGE de la Brèche

Le SAGE de la Brèche a publié son diagnostic en novembre 2018 et un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable des eaux a été établi en octobre 2019 puis modifié après enquête publique, la version approuvée date donc d'octobre 2021. L'enquête publique s'est achevée le 2 juillet 2021 et le SAGE a été validé par la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 21/10/2021.

o) Cadre juridique

La présente enquête publique est régie notamment par les textes suivants :

- Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles :
 - o L.1, L.110-1, L.121-1 à L.122-7 relatifs à la déclaration d'utilité publique ;
 - o R. 121-1 à R. 121-2, R.112-4, R.112-6 et R.112-7 relatifs à l'autorité compétente et composition du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
 - o L.132-1 à L.132-4, R.131-3, R. 131-6 à R.132-4 relatifs à l'enquête parcellaire.
- Le code de l'environnement, et notamment les articles :
 - o L.122-1 à L.122.3 relatifs au champ d'application et objet de l'étude d'impact ;
 - o R.122-1 à R.122-5 relatifs aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements ;
 - o R.122-6 et R.122-8 relatif à l'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement ;
 - o L.123-1 à L.123-19 relatif au champ d'application, objet, procédure et déroulement de l'enquête publique ;
 - o R.123-1 à R.123-24 relatifs aux enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
 - o L. 181-1 et L.181-2 relatifs à l'autorisation environnementale
- Le code de l'urbanisme, et notamment les articles :
 - o L.153-54 à L.153-59 relatifs à la mise en compatibilité avec une opération d'utilité publique
 - o R.153-14 relatif à la mise en compatibilité avec une opération d'utilité publique
 - o R.104-8 relatif à l'évaluation environnementale

p) Décisions susceptibles d'être prises à l'issue de l'enquête publique

La Déclaration d'Utilité Publique de l'opération sera prononcée par arrêté préfectoral, dans les conditions prévues par les articles L.121-1 et suivants du Code de l'expropriation. Elle interviendra au plus tard 12 mois après la clôture de l'enquête.

Elle portera conjointement sur :

- l'utilité publique du projet ;
- l'intérêt général des travaux ;
- la mise en compatibilité du PLU de la commune de Mogneville.

L'acte déclarant l'utilité publique précisera le délai de validité de celle-ci, c'est-à-dire le délai pendant lequel les expropriations devront être réalisées, si nécessaires. Les effets de la Déclaration d'Utilité Publique pourront éventuellement être prorogés une fois pour une durée au plus égale à celle fixée initialement.

Conformément aux dispositions de l'article R.153-14 du code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Mogneville, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique unique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, seront soumis pour avis par la Préfète de l'Oise au conseil municipal de Mogneville. Si celui-ci ne s'est pas prononcé dans le délai de deux mois, il sera réputé avoir donné un avis favorable. En application de l'article L.153-58 du code de l'urbanisme, la déclaration d'utilité publique emportera mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Mogneville.

À défaut d'accord amiable sur les emprises foncières nécessaires à la réalisation de l'opération, le maître d'Ouvrage pourra solliciter de la Préfète de l'Oise un arrêté de cessibilité prévu à l'article R.132-1 du code de l'expropriation, dans la perspective de leur expropriation.

Une autorisation au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement (autorisation environnementale) pourra être délivrée par la Préfète de l'Oise, sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise, éventuellement après avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST).

q) Composition du dossier soumis à enquête publique

0 Mission Régionale d'Autorité Environnementale

Avis MRAE du 29 juin 2021

Mémoire en réponse novembre 2021

1 Dossier Déclaration d'Utilité Publique

0. Contenu du dossier
1. Délibération
2. Préambule
3. Notice explicative
4. Plan de situation
5. Plan général des aménagements.
6. Caractéristiques des ouvrages
7. Appréciation sommaire des dépenses
8. Plan périmètre DUP
10. Plan parcellaire du barreau routier
12. Etat parcellaire barreau routier
- 12a Enquête parcellaire partie CAUFFRY
14. Plan parcellaire ZAC
17. Etat parcellaire ZAC
- 17a Enquête parcellaire partie MOGNEVILLE
- 18a Evaluation des domaines
- 18b Evaluation des parcelles

2 Mise En Compatibilité de PLU

1. Rapport Présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement écrit
5. PLAN 5a
6. PLAN 5b
7. PLAN 5d
8. Emplacements réservés
9. Compte rendu réunion d'examen conjoint

3 Dossier Autorisation Environnementale

- 1 cerfa mogneville Autorisation environnementale
- 2 DAE Mogneville
- 4 Doc 2 Annexe 1 délib
- 4a délib lanct ZAC Syndicat
- 5 Doc 2 Annexe 2 étude air
- 6 Doc 2 Annexe 3 étude paysage
- 7 Doc 2 annexe 4 expertise forestière
- 8 Doc 2 Annexe 5 étude Plan de gestion compensation
- 9 Doc 2 Annexe 6 Rapport étude ENR
- 10 Doc 2 Annexe 7 dossier dérogation
- 10a Cerfa Mogneville dérogation atteinte aux espèces
- 10b Dossier demande Dérogation Mogneville
- 11 Doc 2 Annexe 8 N2000
- 12 Doc 2 Annexe 9 dossier défrichement
- 13 Doc 2 Annexe 10 étude complémentaire biotope
- 13a dossier complémentaire Biotope 20018
- 14 Doc 2 Annexe 11 étude ZH
- 14a étude fonctionnalités ZH Mogneville
- 15a avis CSRPN
- 15b mémoire en réponse avis CSRPN
- 15c demande dérogation espèces 19 nov 2021

4 Bilan de la concertation

SMVB : ZAC de Mogneville

E21 000 168/80

Rapport d'enquête : 5 mai 2022

1 Bilan de la concertation
A1 Présentation - réunion publique
A2 Panneaux exposition publique
A3 CR Réunion 8 décembre 2015
A4a Avis courrier Picard 25 nov 2015
A4b Avis Parisien 1 dec 2015
A5 Registre concertation
A6a Bulletin municipal janvier
A6b dossier ZAC - Bulletin
A7 Délibération

Analyse du commissaire enquêteur :

Le dossier est complet, très volumineux (1 600 pages) et permet, sous réserve d'y consacrer un temps conséquent, de bien appréhender le projet envisagé et ses impacts.

Le résumé non technique aurait gagné à être présenté séparément dans le dossier d'enquête.

De même une présentation historique du dossier présentant son évolution (géographique et qualitative) aurait été appréciée.

II Organisation et déroulement de l'enquête

a) Organisation administrative de l'enquête

Par décision en date du 7 décembre 2021, Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens, a désigné Michel Marseille pour conduire l'enquête publique unique portant sur la demande d'autorisation environnementale, la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Mogneville et la cessibilité de tout ou partie d'immeubles et de droits réels immobiliers pour le projet de ZAC du Marais et de son barreau routier présenté par le Syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la vallée de la Brèche

L'arrêté en date du 14 janvier 2022 de Madame la Préfète de l'Oise a fixé les modalités de l'enquête publique du mardi 8 février au jeudi 10 mars 2022 soit pendant une durée de 31 jours.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, en mairie, pour y recevoir les observations écrites ou orales, selon les dates et lieux indiquées ci-dessous :

MOGNEVILLE

- le mardi 8 février 2022 de 9h00 à 11h30
- le samedi 26 février de 9h00 à 11h30
- le jeudi 10 mars de 15h30 à 17h30

CAUFFRY

- le mardi 1er mars de 17H00 à 19h00

Cet arrêté dispose en outre :

PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins de la préfecture, aux frais du Syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la vallée de la Brèche, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celui-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Oise.

Cet avis sera apposé quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique, soit au plus tard le 23 janvier 2021, et pendant toute la durée de celle-ci, au lieu habituel d'affichage des mairies de Mogneville, Cauffry et Laigneville. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage renseigné par le maire de ces communes.

Il sera procédé par le Syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la vallée de la Brèche à l'affichage du même avis et dans les mêmes délais sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Les affiches portant cet avis devront être visibles et lisibles depuis la voie publique et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

Cet avis sera également mis en ligne sur le site Internet des services de l'État dans l'Oise.

[https://www.oise.gouv.fr](https://www.oise.gouv.fr/rubrique_publications~publications_l%C3%A9gales~enqu%C3%AAtes_publicques) (rubrique publications ~ publications légales ~ enquêtes publiques) et sur le site <https://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/L-eau-et-les-milieux-aquatiques/Reglementation-et-procedures/Decisions-administratives/Autorisations-au-titre-de-la-loi-sur-l-eau/Travaux-urbains>.

CONSULTATION DU DOSSIER

Le dossier d'enquête publique se compose notamment d'un dossier de demande d'autorisation environnementale et de demande de déclaration d'utilité publique comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale sur cette étude d'impact et un dossier sur le parcellaire.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier peut être consulté par le public dans les mairies des communes de Mogneville et Cauffry, lieux d'enquête.

Il est aussi consultable à la Préfecture de l'Oise, Direction des collectivités locales et des élections, 1 place de la préfecture, 60022 Beauvais Cedex.

Le dossier est également mis en ligne et téléchargeable pendant toute la durée de l'enquête sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Oise: [https://www.oise.gouv.fr](https://www.oise.gouv.fr/rubrique_publications-publications_l%C3%A9gales~enqu%C3%AAtes_publicques) (rubrique publications-publications légales ~ enquêtes publiques).

Il peut être aussi consulté sur le site internet à l'adresse suivante : <https://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/L-eau-et-les-milieux-aquatiques/Reglementation-et-procedures/Decisions-administratives/Autorisations-au-titre-de-la-loi-sur-l-eau/Travaux-urbains>

Il peut enfin être consulté sur le site <http://zac-mogneville.enquetepublique.net>

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier auprès de la préfète de l'Oise dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique.

OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Mogneville 4 Place Jean Jaurès 60140 MOGNEVILLE où le commissaire enquêteur sera domicilié pour les besoins de celle-ci.

Un registre d'enquête publique unique est mis à la disposition du public dans les mairies des communes de Mogneville et de Cauffry, lieux d'enquêtes, afin de recueillir les observations et propositions. Ce registre est composé de feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur.

Un registre dématérialisé est également mis à disposition du public sur le site : <http://zac-mogneville.enquetepublique.net>

Les observations et propositions du public peuvent être également adressées par voie postale au commissaire enquêteur avant la fin de l'enquête au siège de l'enquête, ainsi que par voie électronique à l'adresse suivante : zac-mogneville@enquetepublique.net.

Les observations transmises par voie postale seront annexées au registre du siège de l'enquête.

Les observations et propositions déposées de manière électronique sont consultables par le public sur le registre dématérialisé pendant toute la durée de l'enquête.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

La publicité relative à cette enquête a été réalisée par divers moyens :

Par voie d'affichage :

- En mairies : conformément à l'arrêté préfectoral, un affichage de l'avis d'enquête a été réalisé dans les mairies concernées par le projet.
- Sur les lieux du projet : le pétitionnaire a fait procéder à la mise en place d'un affichage de l'avis d'enquête,

Par annonces légales :

Conformément à la réglementation, ces annonces ont été faites avec indication de la durée de l'enquête et des horaires des permanences dans les journaux suivants :

- le Courrier Picard : 21 janvier et 10 février 2022
- le Grand Parisien : 21 janvier et 10 février 2022

Par la mise en ligne des documents sur internet :

L'avis d'enquête publique ainsi que l'intégralité des pièces du dossier ont été mis en ligne sur les sites internet:

<http://zac-mogneville.enquetepublique.net>

www.oise.gouv.fr (rubrique publications - publications légales - enquêtes publiques)

Le public a ainsi eu la possibilité de prendre connaissance de l'intégralité du dossier soumis à l'enquête publique sans avoir besoin de se rendre physiquement en mairie.

Par la diffusion d'un bulletin municipal de la mairie de Mogneville en février 2022

Document joint en annexe

b) Déroulement de l'enquête

L'enquête publique unique portant sur la demande d'autorisation environnementale, la déclaration d'utilité publique important mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Mogneville et la cessibilité de tout ou partie d'immeubles et de droits réels immobiliers pour le projet de ZAC du marais et de son barreau routier présenté par le Syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la vallée de la Brèche s'est déroulée du 8 février au 10 mars 2022 inclus.

De l'enquête publique il convient de retenir :

Ambiance générale : Très forte mobilisation du public à chaque permanence sauf lors la permanence du 1 mars en mairie de Cauffry pendant laquelle une seule visite a été constatée.

Dès le début de l'enquête un collectif s'est créé pour s'opposer au projet de ZAC. Un rassemblement a été organisé devant la mairie de Mogneville lors de la permanence du commissaire enquêteur du samedi 26 février. Les articles de presse relatant ce regroupement et l'opposition au projet figurent en annexe du présent rapport.

Compte tenu de la mobilisation constatée, des remarques formulées, des demandes exprimées, j'ai, en accord avec le maître d'ouvrage, décidé de l'organisation d'une réunion d'information et d'échanges conduisant à prolonger la durée de l'enquête publique.

Par arrêté préfectoral du 7 mars 2022, l'enquête publique a été prolongée de 11 jours soit jusqu'au 21 mars inclus. Une réunion d'information et d'échanges a été programmée le 14 mars à 18h30 salle des fêtes de Mogneville, une permanence supplémentaire a été fixée au lundi 21 mars de 15h30 à 17h30 en mairie de Mogneville.

Ces dispositions ont fait l'objet de mesures de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'arrêté de mise à enquête initial.

Les annonces légales ont été faites avec indication de la durée de la prolongation de l'enquête, de la tenue de la réunion d'information et des horaires de la permanence supplémentaire dans les journaux le Grand Parisien et le Courrier Picard le 10 mars 2022

Réunion publique d'information et d'échanges du 14 mars 2022

Organisée à mon initiative, en accord avec le porteur de projet, cette réunion avait pour but :

- donner le même niveau d'information au public
- permettre au SMVB de présenter le projet
- permettre au public d'échanger de manière coordonnée avec les porteurs du projet

Une centaine de personnes était présente à cette réunion

Après la présentation du projet et son historique par le SMVB, le CE a présenté la synthèse des observations recueillies que l'on pouvait regrouper suivant les thématiques suivantes :

- Desserte de la ZAC, le barreau routier, les circulations VL et PL, la sécurité
- Biodiversité : impacts sur la faune, la flore, les terres agricoles, les zones humides, la Brèche
- Nuisances : pollution sonore, visuelle, impact sur la santé
- Réhabilitation des friches industrielles, typologie de la zone (artisanale/entrepôts)

Monsieur Alain Boucher, SMVB, accompagné de Monsieur Olivier Ferreira, CCLVD, pour le parc de Chédeville, se sont attachés à présenter les éléments contenus dans le dossier d'enquête publique (dossier de 1 600 pages) en articulant autour des thématiques suivantes :

- Gestion hydraulique de la zone
- Biodiversité : les mesures "Eviter, Réduire, Compenser"
- Insertion paysagère
- Impact social du projet
- Développement du Parc de Chédeville
- Desserte routière et désenclavement
- Aménagement de la rue de la Brèche et Fontaine Saint Denis

La réunion s'est poursuivie par les échanges avec le public. Comme classiquement dans ce genre de réunions les prises de parole émanent principalement des opposants au projet.

Le compte rendu de cette réunion figure en annexe du présent rapport.

Observations recueillies pendant l'enquête publique

Observations formulées : 137 contributions

Favorables explicites : 16

Défavorables explicites : 92

Observations sans avis explicites : 29

Participation du public lors des permanences du CE :

Lieux	Date des permanences	Nb de visites	Nb de contributions sur registres
Mogneville	Ma 8 février	19	6
Mogneville	Sa 26 février	55	38
Caufry	Ma 1 mars	1	1 + 1
Mogneville	Je 10 mars	11	7
Mogneville	Lu 21 mars	15	8
		101	61

Lors de la dernière permanence j'ai reçu deux pétitions (cf dossier joint, recueil des observations "papiers").

- La première correspond à un démarchage "terrain" comprend :
92 signatures émanant de 68 foyers. 74 signatures d'habitants de Mogneville provenant de 54 foyers.
Je note :
 - une participation importante d'habitants des rues de la Fontaine St Denis, Paul Faure, Pasteur et St Sacrement
 - des signataires qui ont exprimé un avis contraire lors d'une permanence (!!!).
- La deuxième correspond à une pétition sur réseaux sociaux :
242 participants dont 36 hors départements

Participation du public sur le site dématérialisé :

1024 téléchargements de pièces du dossier, **75** contributions dont 45% exprimées anonymement

Délibération conseil municipal :

Le conseil municipal de la commune de Mogneville a délibéré le 22 février 2022 sur le projet de ZAC. Après en avoir délibéré il affirme, à l'unanimité (2 abstentions), son soutien au projet de ZAC tel que présenté à l'enquête publique.

Observations et remarques du public :

Les observations ont été regroupées suivant les thématiques suivantes :

Thèmes	Nb de citations
Impact du projet/village, Parc de Chédeville	22
Desserte de la zone, circulation routière, échange vers Clermont, sécurité routière	53
Concertation	12
Biodiversité : impact/faune, flore. suppression de terres agricoles et de zones humides, inondations	58

Thèmes	Nb de citations
Nuisances : pollutions sonores, santé, visuelles	58
Réhabilitation de friches industrielles, concurrence entre territoire	23
Perte de valeur des biens immobiliers, évocation d'une zone artisanale	19

Un PV de synthèse des observations a été dressé et remis au porteur de projet le 5 avril 2022. Le document figure en annexe du présent compte rendu.

Le porteur de projet a communiqué sa réponse le 28 avril 2022. Le mémoire en réponse du SMVB, document de 25 pages figurant en annexe du présent rapport

NB : On notera un calendrier adapté par rapport aux recommandations du code de l'environnement (délai de remise du PV des observations, délai de réponse du porteur de projet, rédaction du rapport d'enquête). En accord avec le porteur de projet et l'organisateur de l'enquête, le calendrier prend en compte l'allongement de la durée de l'enquête, la tenue d'une réunion publique, l'établissement du compte rendu, le nombre de remarques formulées et la prise en compte de la période des congés scolaires de printemps, pour permettre à chaque partie de traiter le dossier dans les meilleures conditions.

III Avis des services, des personnes publiques associées

a) Avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) : 29 juin 2021

L'autorité environnementale a déjà émis deux avis sur le projet le 10 novembre 2016 et le 10 janvier 2019 portant respectivement sur l'étude d'impact du dossier de création de la ZAC et sur le rapport de présentation de la mise en compatibilité du PLU de Mogneville dans le cadre d'un précédent dossier de demande de déclaration d'utilité publique qui a été abandonné.

Synthèse de l'avis

Le projet de ZAC du Marais porté par le syndicat mixte du parc d'activités multi-sites de la Vallée de la Brèche consiste en la création d'une zone d'activités économiques de 27,5 hectares sur la commune de Mogneville, ainsi que la création d'un barreau routier d'une longueur de 850 mètres et d'une emprise d'au moins 1,1 hectare pour le raccordement de cette zone à la future déviation de la RD 62 qui doit être réalisée par le département de l'Oise. La ZAC doit accueillir deux entrepôts logistiques de 48 000 et 26 400 m².

Une demande d'autorisation environnementale et une demande de déclaration d'utilité publique ont été déposées par le syndicat. La demande d'autorisation environnementale porte notamment sur l'autorisation au titre de la loi sur l'eau, la demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées et une autorisation de défrichement. La déclaration d'utilité publique concerne les acquisitions foncières de près de 30 hectares sur les communes de Mogneville et de Cauffry, ainsi que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Mogneville.

Les documents du dossier présentent des incohérences entre eux et doivent être retravaillés, pour avoir notamment une présentation homogène du projet et un engagement ferme dans la réalisation des mesures évoquées.

Le secteur de projet présente des enjeux forts pour l'écoulement des eaux, la qualité de l'air, la biodiversité et les zones humides.

L'évitement de ce secteur à enjeux n'a pas été recherché alors que le dossier montre des impacts non négligeables sur l'environnement et la santé.

Le choix de la localisation avec un recours uniquement aux modes routiers pour les déplacements alors que la qualité de l'air est dégradée, pose question et les études doivent être approfondies pour favoriser le recours aux modes de transports alternatifs.

Le barreau routier traverse la Brèche et deux rus voisins, sans que les impacts sur l'écoulement des eaux, liés par exemple aux remblais dans la vallée, et le risque d'inondation ne soient analysés.

Le projet va provoquer la destruction de 8,6 hectares de zone humide, de 1,99 hectare de pâturages et boisements fonctionnels pour la faune et la flore, et va impacter des espèces protégées, sans que le dossier ne démontre qu'il n'existe aucune autre localisation permettant d'éviter ces impacts.

Alors que l'état initial des milieux naturels et de la biodiversité est insuffisant, le dossier montre que le projet aura des impacts significatifs, et également des impacts probables sur les sites Natura 2000.

S'il est démontré que le projet ne peut pas être réalisé ailleurs, les mesures compensatoires devront être précisées et complétées en compatibilité avec le SDAGE Seine-Normandie et en prenant en compte le projet de SAGE de la Brèche.

En l'état du dossier, la compatibilité avec le SDAGE, le projet de SAGE en enquête publique et le PGRI ne semble pas assurée.

Le projet prévoit de consommer 28,6 hectares de terres agricoles et naturelles, sans que la compatibilité avec le SCoT ne soit démontré ni le besoin justifié au vu des espaces encore disponibles au niveau intercommunal.

La démarche d'évaluation environnementale n'a pas été correctement menée sur ce projet qui est très impactant pour l'environnement et la santé. L'autorité environnementale recommande de mettre en œuvre cette démarche afin de définir un projet évitant ces impacts au maximum, ce qui n'est pas ici démontré.

Les recommandations émises par l'autorité environnementale pour améliorer la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le projet, sont précisées dans l'avis détaillé ci-joint.

Avis détaillé : recommandations

- *démontrer la compatibilité de l'augmentation de la surface de la ZAC du Marais avec les orientations du SCoT du Grand Creillois relatives à la préservation du foncier.*
- *justifier la compatibilité du projet avec le plan de protection de l'atmosphère, avec les dispositions D6.83 et D8.140 du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, ainsi qu'avec le plan de gestion des risques d'inondations 2016-2021 de ce SDAGE.*

- indiquer précisément comment la zone de compensation pour la destruction de zones humides de l'aire d'accueil des gens du voyage sur une surface d'environ 0,2 hectare impactée par le barreau routier est compensée et d'analyser les impacts cumulés du projet de ZAC et de la déviation de la RD62.
- étudier des scénarios d'aménagement de la ZAC basés sur une recherche de consommation d'espace moindre, de démontrer que le tracé retenu pour le barreau est celui de moindre impact pour la biodiversité et les zones humides, et de justifier que les choix opérés représentent le meilleur compromis entre projet de développement et les enjeux environnementaux du territoire, ou à défaut de faire évoluer le projet afin d'aboutir à un impact négligeable pour l'environnement et la santé.
- justifier l'implantation du projet au regard des possibilités de recourir à l'intermodalité, en tenant compte notamment des grands projets d'infrastructures connus et à venir qui pourraient impacter la logistique (canal Seine-Nord Europe, mise au gabarit européen de l'Oise, etc).

Après avoir complété le dossier de demande d'autorisation environnementale et réévalué les enjeux et impacts, l'autorité environnementale recommande d'actualiser le résumé non technique et d'en faire un document séparé facilement repérable par le public.

L'autorité environnementale recommande :

- d'assurer la cohérence du dossier de demande d'autorisation environnementale qui évoque différentes mesures non reprises dans les mesures de réduction et d'accompagnement, ou non précisées, ou n'apparaissant pas dans le plan d'aménagement retenu,
- de mettre le dossier de mise en compatibilité du PLU de Mogneville en adéquation avec le projet comprenant désormais deux entrepôts logistiques,
- et de mettre à jour le dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées et le rapport de présentation de la mise en compatibilité.
- de justifier que les besoins en foncier estimés pour le développement des activités correspondent aux besoins réels du territoire du Grand Creillois ;
- d'analyser les impacts du projet sur les services rendus par les sols ;
- d'approfondir les améliorations possibles du projet en matière de réduction de la consommation d'espace, et de définir et mettre en œuvre les mesures pour éviter, et à défaut réduire et compenser les pertes de services rendus par les sols.
- de réaliser de nouveau des inventaires faune flore sur un cycle biologique complet, de réévaluer les impacts en conséquence et de réajuster les mesures prévues.

L'autorité environnementale rappelle que la dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées ne doit être envisagée qu'en dernier recours et en l'absence de solution alternative. Cette absence de solution alternative n'est pas démontrée, alors que le dossier présente plusieurs variantes.

L'autorité environnementale recommande, après réalisation de nouveaux inventaires permettant une connaissance suffisante de l'état initial de rechercher un projet permettant d'éviter au maximum les impacts sur les milieux naturels et la biodiversité et notamment d'éviter une nouvelle fragmentation de ces habitats. A minima, elle recommande de :

- définir plus précisément les mesures compensatoires en fournissant l'état initial des sites, la surface des îlots de senescence, un plan précis des aménagements pour la création de la prairie humide et le devenir des matières organiques enlevées pour la réalisation des dépressions
- revoir la mesure de compensation de restauration et gestion de boisements humides qui n'est pas suffisante pour compenser la perte de zone boisée fonctionnelle
- revoir le plan prévu pour la création de noues et plans d'eau avec végétation rivulaire et prairies en cohérence avec le plan masse du projet logistique
- préciser la conception des ouvrages de franchissement de la Brèche et des rus afin d'assurer les continuités écologiques et de les rendre attractifs.

L'autorité environnementale recommande :

- de démontrer l'absence d'incidences du projet sur les sites Natura 2000 présents alentour, en prenant en compte les nouveaux inventaires faune et flore qui devront être réalisés sur un cycle biologique complet et concerner particulièrement les chauves-souris ;
- de compléter les mesures d'évitement, de réduction et, le cas échéant, des incidences sur les habitats et espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000.

L'autorité environnementale recommande :

- de poursuivre la recherche de l'évitement des zones humides dans la définition du projet ;
- de revoir les mesures de compensation afin de restaurer a minima 12,9 hectares de zone humide pour être compatible avec le SDAGE Seine-Normandie, et davantage pour assurer la conformité avec le projet

L'autorité environnementale recommande :

- *de justifier que le projet qui est situé dans le lit majeur de la Brèche est transparent en termes de déblais/remblais et qu'il ne génère pas de perte de capacité de stockage des eaux de crue, d'augmentation du débit à l'aval, de surélévation de la ligne d'eau ou d'augmentation de l'emprise des zones inondables à l'amont,*
- *et, en absence de transparence hydraulique, de définir des mesures compensatoires afin de restituer intégralement au lit majeur du cours d'eau les surfaces d'écoulement et les volumes de stockage soustraits à la crue.*
- *d'étudier l'impact de l'artificialisation d'une surface de 28,6 hectares à côté du cours d'eau de la Brèche sur ses fonctionnalités et l'atteinte de son bon état écologique, puis de prévoir des mesures compensant les effets de cette artificialisation.*
- *de revoir la conclusion de l'étude sur la qualité de l'air sur la contribution faible des émissions de polluants atmosphériques du projet , et de définir les moyens permettant d'éviter cette pollution supplémentaire, y compris par la définition d'un projet moins impactant, le cas échéant localisé dans un autre secteur.*

A minima, elle recommande de ;

- *présenter les moyens de transport en commun et les circulations douces existants sur le secteur du projet ;*
- *compléter et préciser les mesures prises pour développer l'accessibilité de la ZAC de Mogneville par les modes doux et les transports en commun ; intégrer ces mesures dans l'orientation d'aménagement et de programmation de la zone*
- *préciser les mesures qui seront définies dans le cahier des charges de la ZAC pour l'utilisation des énergies renouvelables et de récupération*
- *prévoir dans le règlement de la zone 1AUe une production minimale d'énergie renouvelable afin de compenser pour partie la consommation d'énergie fossile liée au trafic routier et les émissions de gaz à effet de serre associées.*

L'autorité environnementale recommande, dans un souci de limiter les nuisances sonores, de :

- *compléter le dossier d'une étude de trafic afin d'estimer les nuisances sonores ;*
- *réglementer l'implantation des bâtiments, quais de chargements, et autres structures de façon à ce que le voisinage ne soit pas impacté par les nuisances sonores de l'activité.*

Réponse à l'avis de la MRAE de novembre 2021 :

Au-delà des précisions apportées, le maître d'ouvrage poursuit sa réflexion sur les thèmes soulevés par l'Autorité Environnementale dans l'approfondissement du projet.

Pour mémoire, le projet a fait l'objet d'un premier avis de l'autorité environnementale le 10 novembre 2016, dans le cadre de la procédure de création de la ZAC. Le maître d'ouvrage rappelle que cette première procédure conjointe de déclaration d'utilité publique avec mise en compatibilité du PLU avec le dossier d'autorisation environnementale unique avait alors été abandonnée.

Une nouvelle demande, objet de ce dossier, a été déposée auprès des autorités préfectorales le 4 février 2021.

Le dossier environnemental doit faire l'objet d'une procédure et d'une enquête publique spécifiques.

La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme consiste à remplacer l'actuelle zone 1AUe à vocation d'activités de 18,27 hectares, par une nouvelle zone 1AUe d'une superficie plus importante (27,91 hectares). Par décision du 3 mai 2018, l'autorité environnementale a soumis à évaluation environnementale la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.

Retravailler les documents du dossier pour une présentation homogène du projet et un engagement ferme dans la réalisation des mesures évoquées.

Le dossier d'autorisation environnementale concernant la ZAC du Marais à Mogneville est l'aboutissement d'un travail considérable ayant mobilisé les services du SMVB, maître d'ouvrage, de la SAO, mandataire, des services le Communauté de Communes du Liancourtois la Vallée Dorée et de plusieurs bureaux d'études missionnés dans la perspective de voir aboutir ce projet. Il convient de préciser que la première étude rendue sur le sujet l'a été en 2012 et que la ZAC a été créée par délibération du syndicat en 2016.

Il a fallu à cet égard intégrer différents niveaux de temporalité entre le projet immédiat de création de la zone d'activités, la volonté de création du barreau routier et l'inscription du projet et ses incidences cumulées avec les autres projets connus.

Le document présenté est donc le fruit de plusieurs expertises qu'il s'est agi de compiler, dans des formes qui nous ont été imposées au fil du temps, au grès des multiples réformes législatives intervenues en la matière.

La remarque de la MRAE est néanmoins légitime et a donc, en conséquence, été prise en compte pour présenter un dossier optimisé, plus complet, mieux structuré afin qu'il puisse être instruit en toute objectivité par les services préfectoraux, ses instances consultatives et qu'il puisse être soumis à enquête publique dans les meilleures conditions possibles.

Il restitue néanmoins plusieurs études approfondies réalisées au cours des années, intégrant les mises à jour nécessaires, et ce document ne saurait en conséquence être présenté comme une approche vulgarisée des sujets traités.

Impacts de l'urbanisation sur les milieux et les zones humides / mesures d'évitement

La Collectivité partage toujours les impératifs de limitation de la consommation des espaces agricoles et de lutte contre l'étalement urbain. C'est en ce sens que la présente procédure de mise en compatibilité du PLU a privilégié le principe d'un transfert de zone dans un périmètre immédiatement contigu, moins impactant sur les zones humides, s'intégrant mieux dans la continuité urbaine du village et du parc de Chédeville, et ce toujours dans le respect des orientations du SCoT du Grand Creillois dans lequel le projet est inscrit.

Le projet d'aménagement du Parc d'Activités du Marais, d'une superficie avoisinant les 27,98 ha, était déjà programmé dans le PLU de Mogneville approuvé le 23 novembre 2004 (zone 1 AUE d'environ 18 ha), mais qui était repositionné plus à l'Est du territoire communal.

C'est le transfert de cette zone 1 AUE, en direction de l'espace aggloméré, qui fait l'objet de la mise en compatibilité du PLU, dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du « Parc d'Activités du Marais ». Ce transfert se justifie au regard des études préliminaires de faisabilité du projet menées sur les terrains inscrits en zone 1 AUE au PLU en vigueur de 2004. Il s'agit en l'occurrence de la présence d'enjeux environnementaux, à savoir de zone humide. La zone d'activités initialement inscrite au PLU en vigueur a été transférée plus à l'Est de la plaine agricole, sur des terrains moins sensibles d'un point de vue environnemental afin d'en limiter les impacts négatifs.

Contrairement à ce que laisse entendre la MRAE dans son rapport, six hypothèses d'implantation de la ZAC ont été étudiées par le SMVB. La partie 3 du chapitre 1 du DAE « Justification du projet et choix du parti d'aménagement » retrace fidèlement cette démarche qui a consisté à éviter le plus possible les impacts négatifs sur l'environnement. Le périmètre qui a été retenu est le meilleur compromis possible entre les enjeux environnementaux et économiques du secteur élargi. Il s'agit de la mesure fondamentale d'évitement décidée par la collectivité pour ce projet.

Il est à noter que le projet d'aménagement de la zone a par ailleurs été conçu pour que les bâtiments construits ne le soient pas sur les zones humides connues (image page 53 du DAE) et que le barreau routier de raccordement a fait l'objet d'une étude approfondie pour trouver la solution optimisée parmi trois hypothèses (pages 469 à 480 du DAE).

Choix de la localisation / modes de déplacements / favoriser le recours aux modes de transports alternatifs / impact pour la qualité de l'air

En ce qui concerne les modes de déplacement

Le projet d'implantation d'activités induira effectivement une fréquentation du secteur par des véhicules motorisés et doux pour les besoins de sa desserte et de son activité.

Il est rappelé le point fort du projet consistant à développer une infrastructure dédiée, à savoir le barreau routier, qui lui-même se connectera sur la déviation de la RD62 réalisée par le Conseil Départemental de l'Oise, elle-même connectée à la RD1016. Ces infrastructures permettront une accessibilité aisée et directe aux réseaux routiers départemental et national, distincte du village de Mogneville.

Dans le cadre de son fonctionnement, les salariés pourront bénéficier, s'ils le souhaitent, de transports alternatifs. Une ligne de bus (hors lignes de transport scolaire) traverse la commune de Mogneville. Il s'agit de la ligne 1 « Creil / Baillevall ».

Trois arrêts de bus sont d'ailleurs présents sur Mogneville. Ces arrêts se situent à quelques centaines de mètres de l'emprise de la ZAC de Mogneville.

La ZAC de Mogneville se situe également à quelques centaines de mètres à l'est d'une liaison ferrée TER (ligne 22 : Amiens-Paris Nord).

Trois gares permettent de desservir le territoire : Creil, Laigneville et Liancourt-Rantigny :

Les adaptations des transports en commun sont prévues dans le cadre des actions du Plan de Déplacement Urbain du Grand Creillois (PDU arrêté). La ZAC de Mogneville y est référencée.

Pour les déplacements doux, le projet intègre des voies de déplacement dédiées aux piétons et vélos. Les stationnements pour vélos sont également prévus dans le cadre du projet.

Concernant la rationalisation des déplacements, un plan de déplacements interentreprises à l'échelle de la zone d'emploi intégrant les entreprises de Mogneville sera mis en place en concertation avec ces dernières.

La question du stationnement des véhicules et des aires d'attente des poids lourds sera traitée dans l'opération d'aménagement.

En ce qui concerne la qualité de l'air

Le territoire est concerné par le « Plan de Protection de l'Atmosphère » de la région de Creil approuvé en décembre 2015.

Dans le cadre de ce PPA, la zone de Mogneville est concernée par plusieurs mesures :

Mesure 5 : mettre en place progressivement des plans de déplacements à l'attention des salariés, des agents et des scolaires

La mesure vise à la mise en place de plans de déplacements dans le périmètre du PPA pendant 3 ans puis de rendre cette mesure obligatoire pour :

- les établissements de plus de 500 salariés, ou en raisonnant à l'échelle d'une zone d'activité
- les administrations / collectivités et établissements scolaires de plus de 250 salariés / élèves ou en raisonnant à l'échelle d'un volume d'élève pour la mise en place d'un PDiJS.

Chaque assujetti devra :

- définir son projet,
- articuler son projet avec les politiques publiques du territoire (PDU, PCET ...),
- désigner un correspondant du plan de déplacements ou le correspondant sécurité routière et fournir une adresse électronique permettant à l'établissement d'être prévenu des alertes en cas de pic de pollution. Le correspondant PDE assure le pilotage de l'élaboration et du suivi du plan de déplacement au niveau local,
- réaliser une analyse quantitative et qualitative de l'accessibilité du site, de l'offre de transports tous modes et du stationnement,
- réaliser une analyse des pratiques et des besoins de déplacement des salariés de l'établissement,
- définir un plan d'actions avec élaboration de fiches actions (objectif, calendrier, modalités de mises en œuvre, coûts, référents...). Exemples d'objectifs : définir des objectifs quantifiés de réduction des déplacements et de report modal de la voiture particulière vers les modes alternatifs de transport ; définir des objectifs d'étalement horaire afin d'éviter les périodes de congestion tant pour les déplacements résiduels en voiture particulière que pour les utilisateurs des transports en commun,
- établir une liste des mesures déjà prises ou envisagées pour parvenir à ces objectifs. Dans l'étude liée au plan d'action, l'établissement devra notamment réfléchir aux actions possibles en termes de plages horaires, de télétravail, de covoiturage et d'écoconduite,
- établir un bilan annuel de la réalisation des mesures prévues.

Il s'agira également de renforcer le développement de la mise en place de plans de déplacements interentreprises engagés par les gestionnaires du réseau de transports en commun identifiés sur le bassin Creillois. Ces démarches (PDIE PDIA PIES) seront conduites avec les salariés pour en garantir la réussite et l'efficacité.

Un plan de déplacement interentreprises en lien avec le PDU du Grand Creillois sera mis en œuvre en lien avec les entreprises qui s'installeront sur la zone.

Mesure 6 : Promouvoir le co-voiturage sur le périmètre du PPA

Il s'agit de développer, sous l'égide du SMTCO, une base de covoiturage. Cette promotion passera par exemple par des campagnes de sensibilisation sur les panneaux publicitaires des différentes villes de l'agglomération et l'insertion d'encarts dans les magazines municipaux, par des animations spécifiques dans le cadre de la mise en place des plans de déplacements. Il sera par ailleurs étudié la pertinence de créer des aires de covoiturage sécurisées (contrôle social, vidéo-protection, éclairage à détection de présence...) à des endroits stratégiques du bassin d'emploi pour desservir le site de Mogneville élargi.

Mesure 7 : Imposer une réduction d'émissions de particules dans le PDU de l'agglomération du bassin Creillois
Le PDU du bassin Creillois fixera un objectif de réduction de 15% des émissions de particules en suspension pour le secteur des transports sur son périmètre sur une durée de 5 ans.
Les entreprises qui s'implanteront sur la ZAC devront s'inscrire dans cette perspective.
La CCLVD, devenue Autorité Organisatrice de la Mobilité par arrêté du préfet en date du 18 février 2021, est désormais compétente en la matière. A ce titre, c'est elle qui mettra en œuvre l'ensemble des mesures décrites.

Traversée de la brèche et de deux rus voisins par le barreau routier, sans que les impacts sur l'écoulement des eaux et le risque d'inondation ne soient analysés.

Outre la Brèche, le secteur est également concerné par deux rus : le ru des Terres communales et le ru des Blancards.

L'ensemble des bassins versants interceptés a été étudié et des ouvrages de franchissement ont été définis au niveau des rus ou de tamponnement (noues au niveau des bassins versants interceptés au Sud et à l'Est) pour permettre une transparence hydraulique du secteur et une gestion des bassins versants amont pour une pluie de période de retour 20 ans.

Des ouvrages de gestion ont également été définis pour une pluie vicennale pour la ZAC en elle-même.

Ainsi, l'ensemble des écoulements a été appréhendé afin que le projet n'ait aucune incidence pour une pluie de période de retour 20 ans.

Cette étude est détaillée dans le DAE.

Au sein de la zone d'étude, seules les communes de Nogent-sur-Oise et Villers-Saint-Paul sont concernées par un Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI), et ce par rapport à l'Oise : le PPRI Brenouille-Boran pour le risque d'inondation par débordement, approuvé le 14/12/2000, et dont le zonage est représenté sur la carte ci-dessous.

Le secteur d'étude ne se situe pas dans une zone inondable par débordement. Cette donnée a été confirmée par les services de l'Etat en date du 18/11/2021.

En conclusion, les eaux pluviales générées par l'imperméabilisation de la ZAC seront totalement gérées à la parcelle par la création d'ouvrages spécifiques décrits dans le DAE et par une gestion alternative des eaux pluviales. De plus, l'ensemble des écoulements actuels (fossé et ru) sera conservé et des ouvrages de gestion ou de transit liés à la gestion des bassins versants amont vont être aménagés.

L'imperméabilisation de la ZAC n'aura donc aucune incidence sur le fonctionnement hydraulique actuel du secteur, la transparence hydraulique est respectée.

Impact sur les sites Natura 2000 / démonstration d'absence d'impact du projet

La zone d'urbanisation future destinée à la ZAC des Marais n'est pas concernée par un site Natura 2000.

La zone d'urbanisation future est entourée par quatre Zones Spéciales de Conservation (ZSC) relevant de la Directive Habitat, Faune et Flore et par une Zone de Protection Spéciale (ZPS) relevant de la Directive Oiseau. La ZSC la plus proche du périmètre de la ZAC est à 4.9 km, il s'agit de la ZSC « Coteaux de l'Oise autour de Creil ». La plus éloignée est à 13.7 km, c'est la ZSC « Massif forestier de Hez-Froidmont et Mont César ».

L'évaluation environnementale comprend un tableau indiquant les espèces et les habitats d'intérêt communautaire présents sur chacun des sites Natura 2000.

En l'absence d'habitat et d'espèces d'intérêt communautaire sur le périmètre de la ZAC de Mogneville, le maître d'ouvrage réaffirme, à l'appui des expertises écologiques menées et de l'expertise d'écologues spécialisés, que l'on peut conclure à l'absence d'incidence sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire.

Connaissance de l'état initial des milieux naturels et de la biodiversité

La remarque de la MRAE consistant à évoquer « un état initial des milieux naturels et de la biodiversité insuffisant » ne nous semble pas fondée.

Un inventaire détaillé sur les habitats et les espèces a en effet été réalisé par le cabinet LECERE en 2015 sur un périmètre rapproché de 14,59 ha.

Ce périmètre a fait l'objet d'inventaires détaillés, sur les groupes et selon les méthodologies reposant sur un recueil de données bibliographiques d'une part et d'inventaires de terrain d'autre part. Cela a permis d'identifier les espèces animales et végétales présentes et susceptibles d'être traduites en termes de contrainte pour le projet.

La recherche de données bibliographiques a été menée auprès de :

- Le site internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) (recherche par commune et par espace remarquables),
- La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du Logement de Picardie (DREAL),

- La Direction Départementale des Territoires,
- Le Conservatoire Botanique National de Bailleul (CBNBL), L'Office national des Forêt (ONF),
- L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS),
- Le Conservatoire régional d'Espaces naturels, La Ligue de Protection des Oiseaux (LPO).

Des inventaires de terrain avaient fait l'objet de prospections : 16 juillet, 19 août et 12 septembre 2014, 24 avril, 15 et 21 mai, 3 et 11 juin, 9, 23 et 27 juillet, 1 septembre, 5 novembre et 4 décembre 2015.

Une mise à jour de l'étude écologique a été réalisée en 2018 par la société BIOTOPE en suivant une méthodologie similaire.

Ces deux études sont versées en annexe du DAE, permettant de retracer le travail fin d'inventaire écologique initial réalisé.

Elle permet de conclure que le périmètre de ZAC sur le territoire de Mogneville présente ainsi un enjeu faible sur les cultures et les habitats anthropiques et un enjeu moyen sur la mosaïque d'habitat (forestier, prairiaux et aquatique).

Compatibilité avec le SDAGE seine-normandie / prise en compte du projet de SAGE de la brèche.

En ce qui concerne la compatibilité avec le SDAGE Seine Normandie

Le maître d'ouvrage réaffirme que le projet de zone d'activité est compatible avec les orientations du SDAGE (cf. DAE / chapitre 4 / partie 1 Description physique du milieu). A l'exception de la disposition D6.86, le projet de ZAC est compatible avec le SDAGE concernant les milieux aquatiques.

Le bilan des compensations a été étudié avec les services de la Police de l'Eau dans le cadre d'une réunion spécifique qui s'est tenue le 31 mars 2016 avec le responsable du Service Eau de la DDT.

En ce qui concerne la compatibilité avec le SAGE de la Brèche

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, ou SAGE, est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente comme un bassin versant ou un aquifère. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, ou SDAGE.

Au moment où le Dossier d'Autorisation Environnementale a été déposé auprès des autorités préfectorales pour instruction (février 2021), le SAGE de la Brèche était en cours d'élaboration. A ce titre, le document qui était opposable était le SDAGE Seine Normandie. Compte tenu de l'état d'avancement du SAGE de la Brèche au moment de la fin de l'instruction, le maître d'ouvrage a intégré les orientations et prescriptions de ce schéma.

Les prescriptions du SAGE de la Brèche

Le SAGE de la Brèche a publié son diagnostic en novembre 2018 et un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable des eaux a été établi en octobre 2019 puis modifié après enquête publique, la version approuvée date donc d'octobre 2021. L'enquête publique s'est achevée le 2 juillet 2021 et le SAGE a été validé par la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 21/10/2021. La dernière étape consiste en la signature par la Préfète de l'Oise de l'arrêté d'approbation.

Ce document définit plusieurs enjeux :

- Enjeu A : Assurer un cadre de mise en œuvre du SAGE par une gouvernance adaptée
- Enjeu B : Garantir une qualité des eaux superficielles et souterraines
- Enjeu C : Protéger les patrimoines des milieux aquatiques et humides
 - ORIENTATION : ZONES HUMIDES
 - Disposition C17 : Restauration des zones humides dégradées au regard des fonctionnalités
 - Disposition C18 : Intégration des zones humides dans les documents d'urbanisme
 - Disposition C19 : Protection et préservation des zones humides
 - Disposition C20 : Préserver les fonctionnalités des zones humides
- Enjeu D : Assurer une gestion équilibrée de la ressource et prévenir les risques en anticipant les effets du changement climatique

Le DAE intègre ces orientations (cf. DAE / chapitre 4 / partie 1 Description physique du milieu / 1.3.5 SAGE de la Brèche). Le tableau figurant aux pages 99 à 108 du DAE analyse cette compatibilité.

Les mesures d'évitement rendant le projet compatible avec le SAGE de la Brèche

Le choix du site s'est fait afin de préserver au maximum les zones humides. De même les mesures de compensation ont été pensées afin d'améliorer le fonctionnement de ces dernières.

L'ampleur du projet est dimensionnée pour répondre aux caractéristiques (attractivité, typologie de terrains, fonctionnement...) d'une zone d'activités de rayonnement intercommunal voire départemental. Les espaces constructibles seront maximisés sans pour autant réduire la qualité environnementale et paysagère des espaces

de la zone dont les fonctionnalités pour le stationnement, l'infiltration des eaux pluviales ou la qualité des déplacements sont essentiels. Ainsi, la zone humide intégrée dans les lots cessibles fera l'objet d'une mesure d'inconstructibilité et de mise en valeur en tant que mesure d'évitement supplémentaire.

Précisions et compléments aux mesures compensatoires

Concernant la compatibilité du projet avec les prescriptions relatives à la compensation des zones humides, il est indiqué dans le règlement d'octobre 2021 article 3 du SAGE Brèche les éléments suivants :

« Pour tout projet instruit en vertu de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, au titre de la rubrique concernant l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation, le remblai de zones humides, concernant, comme cartographié en annexe :

- une zone humide ordinaire à préserver, ne présentant pas d'alternative à la destruction ; alors, la compensation de ses fonctionnalités est réalisée dans le même bassin versant de masse d'eau, sur une zone humide équivalente sur le plan fonctionnel de la ressource en eau, de la qualité de la biodiversité et des espèces présentes.

Dans ce dernier cas, la compensation est alors réalisée :

- soit sur une zone humide actuelle qui ne déploie pas le maximum de ses fonctionnalités potentielles ; la compensation apporte alors une plus-value écologique et concerne une surface équivalente à 200% de la surface de la zone humide détruite. »

Le projet est concerné par les rubriques indiquées ci-dessus. Ainsi, la compensation doit se faire à hauteur de 200 % de la zone humide détruite.

La zone humide à compenser est de 8,6 ha, soit à raison de 200%, la surface de compensation à restituer est de 17,2 ha.

Le maître d'ouvrage propose une compensation allant au-delà des surfaces prescrites.

Mesures	Compensation		Surface
	au titre de la fonctionnalité pour la flore et la faune	au titre de la fonctionnalité en tant que Zone humide	
MC01 Restauration d'un milieu boisé humide	X	X	5,03 ha
MC02 Création d'une prairie hygrophile	X	X	18,52 ha

La compatibilité avec le SCoT du grand Creillois

S'agissant de la compatibilité avec les documents cadre, il est rappelé que la future zone d'activités de Mogneville appartient à la Communauté de Communes Liancourtois couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Creillois et s'inscrit dans la stratégie de développement économique menée à l'échelle intercommunale.

Le projet s'inscrit en cohérence avec les orientations du SCoT qui constitue une antériorité

Bien que la mise en compatibilité du PLU ait pour but de permettre la réalisation de la zone d'activités de Mogneville, celle-ci était déjà inscrite au PLU en vigueur de 2004. Ainsi, la présente procédure vise uniquement à réajuster le périmètre de la future zone d'activités au regard des études préalables.

b) Avis du Conseil Scientifique Régional de Protection de la Nature

Dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale déposée par le maître d'ouvrage auprès des autorités préfectorales, le Conseil Scientifique Régional de la Protection de la Nature a été saisi pour traiter la demande de dérogation des espèces protégées pour le projet la ZAC du Marais de Mogneville (60). Le CSRPN a rendu son avis le 25 janvier 2022 (l'avis du CSRPN figure dans le corps de la réponse).

Une première remarque du CSRPN consiste à regretter le « manque d'une certaine logique dans la structuration du dossier de demande de dérogation ».

En réponse à cette remarque, le porteur de projet rappelle la démarche globale qui a été celle du maître d'ouvrage dans l'approche de ce dossier.

Le syndicat s'est en effet approprié la logique « éviter – réduire – compenser » (ERC) dès la phase amont du projet.

Les trois étapes successives ont été respectées dans le dossier en prenant en compte toutes les composantes de l'environnement (milieux naturels, faune, flore, eau, air, sol, etc.).

- Éviter

Il s'est agi de rechercher la configuration du projet qui a permis d'éviter au maximum les impacts négatifs sur l'environnement.

En 2011, le syndicat a réalisé une étude de pré-programmation en vue de réaliser une zone d'activité économique sur un foncier qu'il maîtrisait sur une surface de 18 ha au sud du parc Chédeville.

La réalisation d'un inventaire floristique, puis de sondages pédologiques a démontré la nature humide du site par la présence de flore typique de zone humide et de traces rédoxiques ou d'horizons tourbeux. Ceci a conduit le syndicat à modifier le périmètre de la ZAC de Mogneville dans le cadre de la principale mesure d'évitement des impacts environnementaux du projet. Quatre nouveaux périmètres ont alors été étudiés.

Le syndicat a choisi de retenir l'emprise de 27,5 hectares permettant un bilan environnemental bien plus favorable. Les zones humides avérées ont alors, en particulier, largement été évitées.

De la même façon, trois options de tracé du barreau routier ont été étudiées. Une analyse multicritères a permis de dégager le tracé 3 bis comme l'option la plus adaptée au projet.

La démarche d'évitement est décrite dans le dossier (p. 12 à 28 puis p. 127 à 200).

- Réduire

Une fois l'étape 1 d'évitement réalisée, une recherche de solutions pour réduire les impacts négatifs résiduels du projet sur l'environnement a été menée.

Cela a consisté à choisir les techniques et modes opératoires ayant le moins d'impact négatif possible. L'ensemble des mesures de réductions sont décrites dans le dossier (p. 127 à 200).

- Compenser

Une fois que les étapes 1 et 2 d'évitement et de réduction ont été traitées, il a été nécessaire de réaliser une compensation pour tenir compte des impacts négatifs résiduels du projet sur l'environnement. Les fonctions écologiques altérées ou détruites par le projet (directement ou indirectement) ont prévu d'être compensées par la restauration de fonctions écologiques au moins équivalentes.

Les mesures de compensation qui ont été trouvées sont à proximité du projet.

Les différentes composantes de l'environnement ont fait l'objet de mesures de compensation distinctes (faune, flore, zone humide, boisement) même si elles seront réalisées dans un même périmètre.

L'ensemble des mesures de compensation sont décrites dans le dossier (p. 200 à 263).

Le maître d'ouvrage a perçu dans l'avis du CSRPN la nécessité de mettre plus clairement en avant la méthodologie et la démarche ayant consisté à traiter de façon plus spécifique les espèces protégées concernées par le projet.

C'est pourquoi la réponse à l'avis ici développée a consisté à :

- mettre en évidence dans le corps du dossier les éléments permettant de mieux comprendre la façon dont le maître d'ouvrage a intégré la question des espèces protégées dans cette approche globale « éviter – réduire – compenser » (ERC),

- réintroduire un détail plus important quant à la façon dont ont été traités les inventaires et les mesures ERC sur la question spécifique des espèces protégées,

- mettre en évidence la plus-value écologique pour les espèces protégées à laquelle la méthodologie évoquée pourra aboutir,

- tenir compte des remarques du CSRPN pour ajuster certaines mesures de réduction.

Afin de faciliter la lecture des précisions apportées sur la question spécifique des espèces protégées, les parties modifiées ont été surlignées en jaune dans le corps du dossier et font l'objet d'annexes à ce mémoire en réponse.

Observation n° 1

Le CSRPN s'étonne de manière générale sur le contenu du dossier de demande de dérogation qui a été présenté.

R : Une introduction présentant l'objectif du dossier de dérogation (p. 4 du DDEP ; Annexe 1) et une présentation des espèces concernées par la demande de dérogation ont été ajoutées (p.29 à 38 du dossier ; Annexe 2).

Des éléments essentiels afin de permettre de justifier de manière argumentée et conclusive de l'absence d'impact sur les populations d'espèces protégées et leurs habitats associés y sont manquants. De manière systématique, la caractérisation des habitats d'espèces protégées est à intégrer au diagnostic écologique du périmètre où s'opéreront les travaux. Ce n'est pas seulement l'espèce qui est protégée, dans certains cas, mais c'est aussi les aires nécessaires à sa reproduction ou à son repos/hivernage qui sont elles aussi protégées. Ainsi, une cartographie précise localisant les espèces impactées et leurs habitats, espèces par espèces ou groupe d'espèces, est attendue, que cela soit sur la surface du projet ou sur les espaces qui vont accueillir les mesures compensatoires.

R : Une cartographie des habitats d'espèces protégées prenant en compte l'intégralité des habitats nécessaires à leur cycle biologique complet a été intégrée au dossier (p 119 à 123 du dossier ; Annexe 3), les zones de compensations ont également été cartographiées (p. 231-232 du dossier ; Annexe 4).

Ce travail permettra ainsi aux membres du CSRPN d'évaluer plus précisément la présence ou l'absence d'espèces protégées et/ou d'habitats d'espèces protégées au sein des emprises du projet et ses abords immédiats, de mieux mettre en valeur les zones d'habitats évitées et de mieux quantifier les surfaces d'habitats réellement impactés. Cette analyse et ces cartographies associées doivent permettre d'expliquer en quoi le projet n'aura pas d'impact direct / indirect / permanent / temporaire... sur les espèces protégées et leurs habitats associés. Et ceci aussi bien en phase travaux comme en phase d'exploitation. Ainsi au terme de cette analyse et pour chaque espèce ou groupe d'espèces protégées, il convient de qualifier les impacts et proposer les mesures d'évitement, de réduction voire de compensation (si les impacts résiduels sont significatifs après mesures d'évitement et de réduction) afin de permettre au CSRPN de vérifier la pertinence des mesures proposées. Cela permettra ainsi de mieux comprendre la démarche ERC mise en œuvre à l'échelle du projet (un descriptif de la séquence ERC phase par phase est attendu dans le dossier) et le dimensionnement des compensations proposées au regard des impacts résiduels caractérisés.

R : Les impacts du projet sur les espèces protégées avant la mise en place des mesures ERC ont été précisés (p.131 à 138 du dossier ; Annexe 5), les impacts résiduels après application des mesures d'évitement et de réduction pendant la phase de travaux et pendant la phase d'exploitation sont également présentés (p.166 à 207 du dossier ; Annexe 6). De plus, les modalités de calcul de la plus- value écologique et de la fonctionnalité de la parcelle ont été précisées (p 232 à 243 du dossier ; Annexe 7).

Observation n° 2

Il manque une certaine logique dans la structuration du dossier de demande de dérogation (Cf. remarques supra), notamment ces éléments essentiels dont la présentation devrait s'articuler de la manière suivante :

- *Justification de la stratégie de prospection des inventaires ;*

R : Une précision quant aux méthodes de prospection a été ajoutée au dossier.

Les dates et conditions des campagnes de prospections organisées en 2014, 2015 et 2018 y sont précisées (p. 38 à 47 ; Annexe 8).

- *Justification de l'exhaustivité de ces inventaires :*

R : Les inventaires ont été réalisés avant la conception définitive du projet. Les résultats obtenus lors de ces inventaires ont permis d'étudier plusieurs possibilités de localisation du barreau et ainsi permis de placer le

barreau routier sur la zone la moins impactante. L'étude des impacts est plus précisément réalisée à partir de la zone d'emprise des travaux.

• *Analyse de l'impact et caractérisation des espèces protégées impactées, des habitats d'espèces impactés, des liens fonctionnels et continuités écologiques impactées... L'analyse de l'impact résiduel, espèces par espèces ou bien groupe d'espèces par groupe d'espèces.*

R : Comme indiqué dans l'observation précédente, les impacts du projet sur les espèces protégées avant et après la mise en place des mesures ERC ont été précisés (p. 131 à 138 du dossier ; Annexe 5 et p. 166 à 207 du dossier ; Annexe 6).

Observation n° 3

Des lacunes sont en particulier à noter pour la prise en compte des populations d'espèces protégées d'amphibiens et de reptiles inventoriées dans les emprises du projet et ses abords immédiats. L'approche présentée se limite le plus souvent aux seules aires de reproduction et n'intègre pas les aires de repos/hivernage qui doivent faire tout autant l'objet de la demande de dérogation ainsi que les territoires de chasse de ces espèces si leur altération/destruction est de nature à remettre en cause le bon accomplissement de leur cycle biologique.

R : L'ensemble des habitats nécessaires à l'accomplissement du cycle biologique des espèces ont été pris en compte lors la cartographie des espèces protégées (p. 119 à 121 du DDEP ; Annexe 3)

En effet, ces espèces se replient dans leur aire de repos lors de la période hivernale ou estivale (pour les amphibiens) et toute activité de terrassements lors des travaux détruira inévitablement ces espèces ou en tout cas potentiellement un certain nombre d'individus (dans ce contexte des mesures préalables de réduction d'impacts avant travaux ainsi qu'en phase travaux s'avèrent nécessaires avant même que d'envisager la phase de compensation). Dès lors, indiquer des mesures compensatoires n'est certainement pas suffisant et pas recevable sans explication que l'ensemble des mesures d'évitements et de réductions possibles ont été expurgés comme par exemple ; implanter des barrières imperméables aux amphibiens et aux reptiles au périmètre extérieur du projet, déplacer les individus présents sur l'emprise du chantier...

R : En plus des mesures déjà énoncées dans le dossier, deux mesures de réduction visant à limiter les impacts sur les amphibiens et les reptiles seront mises en œuvre :

La mise en place d'une barrière imperméable aux amphibiens et aux reptiles (p. 155 et 156 du dossier ; Annexe 9).

Le déplacement des espèces de l'herpétofaune présentes dans l'emprise du chantier (p. 156 du dossier ; Annexe 10)

Par ailleurs, il est probable que ces sites compensatoires ne bénéficient pas du même niveau de population d'avant-projet, si les individus ont été détruits localement et un suivi précis doit être envisagé afin de juger de l'équivalence écologique avant et après projet (en particulier en ce qui concerne les populations d'espèces protégées).

R : Un suivi des populations d'espèces présentes dans la zone de compensation est prévu (p. 230-231 du dossier ; Annexe 11).

De plus, il est attendu une analyse visant à prouver que les liens fonctionnels entre les populations d'espèces existantes et leurs habitats sont maintenus ainsi que la capacité des espèces faisant l'objet du dossier de demande de dérogation à coloniser naturellement les sites compensateurs (maintien/restauration de corridors écologiques fonctionnels, effacement d'éventuels obstacles...). :

R : Comme indiqué dans l'observation 1, les modalités de calcul de la plus-value écologique et de la fonctionnalité de la parcelle ont été précisées (p. 232 à 243 du dossier ; Annexe 7), tout comme le déplacement des espèces entre la zone de compensation et le site d'accueil (p. 231-232 du dossier ; Annexe 4).

Une demande spécifique de dérogation sera également à formuler si ces mesures de captures/relâchés d'amphibiens et de reptiles étaient envisagées. Une intervention en période de reproduction permet de sauver nombreux amphibiens afin de les déplacer sur les milieux préalablement créés au titre des mesures de compensation.

R : La demande de dérogation pour la capture de ces espèces protégées est prévue.

Observation n° 4

La mesure MRT3 n'est pas une mesure cohérente avec la simple possibilité d'éviter les travaux en période de reproduction des oiseaux (ou d'anticiper la destruction des habitats d'espèces (toujours hors période de nidification) avant la période de travaux à proprement parler). Il n'est pas logique de permettre aux oiseaux de se cantonner sur l'emprise du projet et qu'il soit nécessaire ensuite de mettre en place une mesure d'effarouchement, car il apparaît beaucoup plus simple de réaliser les travaux hors période de reproduction. De plus, une telle mesure d'effarouchement (outre le fait qu'elle ne soit pas sélective aux seules espèces protégées et dont les effets négatifs peuvent aller largement au-delà des emprises du projet à proprement parler et donc créer d'importants impacts indirects en termes de dérangement) nécessite un dossier de demande de dérogation pour perturbation intentionnelle d'espèces protégées :

R : Etant donné la mise en place de la mesure MRT1 visant à réaliser les travaux en dehors de la période de reproduction de la faune, cette mesure MRT3 ne semble pas nécessaire. En conséquence, cette mesure MRT3 est supprimée du rapport (p.146 du rapport).

La réponse du porteur de projet comprend ensuite 11 annexes (1 Introduction, 2 espèces concernées, 3 habitats et espèces protégées, 4 habitats d'espèces protégées et déplacement de la faune, 5 impacts avant mesures, 6 impacts résiduels sur les espèces protégées, 7 calcul de la plus value écologique de la parcelle de compensation, 8 méthodes de prospections, 9 mise en place d'une barrière imperméable aux amphibiens et aux reptiles, 10 déplacement des espèces de l'herpétofaune présente sur l'emprise du chantier, 11 suivi parcelle de compensation)

c) Réunion examen conjoint 28/02/2019 + Annexes

Le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Mogneville ne permettant en l'état la réalisation du projet, il a été mis en oeuvre la procédure des articles L.153-54 et suivants du code d'urbanisme au terme de laquelle l'acte déclaratif de DUP emportera mis en compatibilité du PLU

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 28 février 2018. Participaient à cette réunion présidée par la préfecture de l'Oise, le SMVB, la Société d'Aménagement de l'Oise, le bureau d'études en charge du PLU, la DDT de l'Oise, le conseil départemental, les communes de Mogneville, Laigneville et Cauffry, la Chambre de commerce, la chambre d'agriculture, la fédération des chasseurs et GRTgaz.

Principaux points évoqués :

- Absence de risques excepté l'aléa fort de remontée de nappes pris en compte dans le projet de règlement du PLU
- une partie de périmètre de la ZAC se situe dans le périmètre de protection des monuments historiques entraînant de réduire la hauteur des ouvrages dans ce secteur
- compatibilité du projet avec les documents supra-communaux
- interdiction de sous-sols
- avis défavorable de la chambre d'agriculture dû au grignotage du foncier agricole qui peut conduire à déséquilibrer les exploitations. Suggestion de compenser par des réserves foncières plutôt que par des prairies
- Avis favorable du conseil départemental
- Avis défavorable de la chambre de commerce compte tenu de la référence au schéma régional de cohérence écologique, schéma abandonné. demande que la vocation de la ZAC soit explicitée et affirmer clairement l'objectif d'éviter un développement des activités commerciales de détail dans la ZAC

Autres avis reçus :

- Centre Régional de la propriété forestière 16/04/2018 : favorable
- Office National Forestier 29/10/2018 : non concerné
- Réseau Transport Electricité 21/11/2018 : Non concerné

IV Observations du public

Dans les tableaux des observations joints en annexe (1 pour les remarques sur registres papier et 1 pour les remarques sur le site dématérialisé) figurent les remarques synthétisées et affectées par thématique.

Les observations ont été regroupées suivant les thématiques suivantes :

Thèmes	Nb de citations
Impact du projet/village, Parc de Chédeville	22
Desserte de la zone, circulation routière, échange vers Clermont, sécurité routière	53
Concertation	12
Biodiversité : impact/faune, flore. suppression de terres agricoles et de zones humides, inondations	58
Nuisances : pollutions sonores, santé, visuelles	58
Réhabilitation de friches industrielles, concurrence entre territoire	23
Perte de valeur des biens immobiliers, évocation d'une zone artisanale	19

Le mémoire en réponse du SMVB, document de 25 pages figurant en annexe du présent rapport, s'articule sur les mêmes bases que le PV des observations, sont repris ci-après les extraits principaux :

- **1 Impact du projet/village, Parc de Chédeville**

- la population du grand bassin creillois fait encore face à une situation économique difficile, marquée par des indicateurs de fragilité sociale se situant bien au-delà des moyennes départementale et nationale : le taux de pauvreté atteint 20% (contre 12% dans l'Oise et 13% en France Métropolitaine). Elle connaît de nombreuses problématiques, comme le manque de qualification (30% des habitants ne disposent d'aucun diplôme contre 24,7% pour l'Oise). Malgré la présence de structures de formation sur le territoire, seuls 39% des 18-24 ans sont encore scolarisés. Le taux de chômage (au sens du recensement) s'élève à 20% contre 13,3% pour l'Oise.

- La future ZAC de Mogneville permettra la création entre 500 et 800 emplois, chiffre variable en fonction des périodes de surcharge d'activités. Ce projet favorisera ainsi l'emploi sur le bassin Creillois notamment pour des personnes faiblement qualifiées.

L'activité pressentie sur l'emprise du projet s'inscrirait dans la distribution pharmaceutique liée à l'e-distribution (cf. courrier du prospect « Parcolog »).

Les emplois qui seront proposés sur le site :

- 80/20 répartition non cadre / cadre,

- Sur la base des statistiques existantes, 40% des emplois dans le domaine sont pourvus par des femmes.

- Mogneville possède certes les caractéristiques d'un village, mais la commune est idéalement localisée à proximité d'infrastructures majeures. La RD1016 constitue en effet le 1er axe routier du département de l'Oise en termes de circulation. La RD1016 est actuellement loin de la saturation et le trafic induit par le projet de la ZAC de Mogneville ne sera pas de nature à la saturer.

- L'écurie « Crinières au vent » qui fait l'objet d'un emplacement réservé pour les besoins d'extension du parc dans le document d'urbanisme actuel, pourrait faire l'objet d'une relocalisation dans le cadre d'un travail commun avec le maître d'ouvrage. L'activité de l'écurie emploie actuellement une personne (la gérante).

- **2 Desserte de la zone – circulation routière – échange vers Clermont – sécurité routière**

- La ZAC du Marais sera idéalement localisée à proximité de la RD1016, 1er axe routier du département de l'Oise en termes de circulation. La RD1016 est actuellement loin de la saturation et le trafic induit par le projet de la ZAC du Marais ne sera pas de nature à la saturer. La RD1016 est d'ailleurs identifiée comme une voie du « réseau routier d'intérêt régional » (p.72. du fascicule du SRADDET).

La localisation de cette plateforme logistique à proximité de la RD1016 s'effectue donc en cohérence avec les objectifs affichés au sein du SRADDET.

- Aujourd'hui, 3100 véhicules/jour traversent les communes de Mogneville et Monchy-Saint-Eloi (comptages quotidiens transmis à la gendarmerie par la commune de Mogneville). En constituant une solution alternative aux usagers de la route, la combinaison de la déviation de la RD 62 (maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental) et du barreau routier lié au projet de ZAC (maîtrise d'ouvrage du SMVB) permettrait de réduire de façon substantielle ces flux.

- Il est également opportun de préciser que les abords immédiats de l'Oise au sein du bassin Creillois sont déjà urbanisés. Les zones d'activités économiques adjacentes à la rivière disposent d'un potentiel limité pour accueillir ce type d'activités et les espaces agricoles et naturels existants sont concernés par un risque d'inondation (PPRI de l'Oise). Ils jouent, par ailleurs, un rôle de zones d'expansion de crues permettant d'atténuer les risques en aval.

- Il existe certes des friches industrielles sur le Bassin Creillois, dont certaines sont d'ailleurs localisées à proximité de l'Oise, mais celles-ci se situent dans un contexte très urbain incompatible avec une activité logistique majeure. En effet, les flux routiers de la plateforme logistique rentreraient en concurrence directe avec les flux convergeant vers le pôle d'échanges multimodal de la gare de Creil et le nouveau quartier d'habitats et de services du projet Gare Cœur d'Agglomération.

- Vis-à-vis de la desserte et de l'accessibilité de la ZAC du Marais, la création d'un demi-échangeur sur la RD1016 ainsi que d'un barreau routier permettront de supporter les flux dominants en direction du bassin Parisien. Les flux vers Clermont et Beauvais constitueront des flux minoritaires qui ne devraient pas entraîner de trop fortes nuisances dans les villes de Liancourt et de Rantigny qui accueillent déjà des activités logistiques (en particulier sur l'allée des Fresnes). D'autre part, les poids lourds seront interdits dans les villages de Monchy Saint-Eloi et de Mogneville.

• 3 Concertation

- Il est préalablement utile de préciser qu'une démarche de concertation préalable a été organisée par le maître d'ouvrage entre décembre 2015 et avril 2016.

La concertation a eu pour objectif d'informer le public et toutes les personnes concernées par ce projet de ZAC et de permettre à tous les usagers, riverains, habitants, associations et élus d'exprimer leur avis. Le SMVB a utilisé des moyens différents (réunions, articles, exposition) pour toucher un maximum de gens et recueillir leurs observations.

La réunion publique a été un moment privilégié afin de répondre à certaines incompréhensions des habitants mais aussi d'écouter leurs attentes et réticences vis-à-vis du projet (éviter le passage des poids lourds dans le bourg, nuisances des riverains relatives au bourg, accessibilité de la future zone...). Le registre souligne notamment l'opposition totale de la gérante de l'écurie même si des solutions alternatives pourraient être étudiées avec elle (zone tampon avec son entreprise, limitation de vitesse...). En conclusion de cette étape de concertation de 2016, le SMVB a mis en œuvre l'ensemble des modalités prévues afin de répondre aux objectifs qu'elle s'était fixée. D'un point de vue général, il en a été ressorti en 2016 une acceptation du projet par la population.

Il est par ailleurs vrai que le projet a sensiblement évolué quant à la typologie d'activité que le projet de ZAC pourrait accueillir (passage de 23 à 2 lots et multi activités vers activité e-logistique). Cette évolution correspond à une adaptation du maître d'ouvrage au marché économique afin de répondre aux besoins émergents et croissants du e-commerce.

La Vente à Distance (VAD) atteint, en équipement de la personne et équipement de la maison des parts de marché oscillant entre 13 et 18% alors qu'il y a 10 ans la vente par correspondance – VPC représentait de 1 à 3% (source : Fédération du e-commerce et de la vente à distance -FEVAD, données 2017).

- Il convient également de rappeler que l'enquête publique constitue en elle-même l'outil principal utilisé pour mener une concertation. Le maître d'ouvrage a intégré dans son approche globale du projet que ce celui-ci n'est pas figé et qu'il aura à prendre en considération les remarques liées à l'enquête publique. Le projet évoluera de manière qualitative suite aux remarques des pétitionnaires, des personnes publiques associées et du commissaire-enquêteur.

En sus, il est utile de rappeler que l'enquête publique a été prolongée pour que le maximum de personnes puisse s'exprimer et qu'une réunion publique a été organisée par le commissaire enquêteur (avec une participation active du maître d'ouvrage) au cours de celle-ci.

• 4 Biodiversité

- Le SCoT du Grand Creillois approuvé le 26 mars 2013 localise, de manière non précise, la création d'une nouvelle zone d'activités sur la commune de Mogneville. Son périmètre exact se devait d'être précisé suite à la réalisation d'une étude d'impact visant à déterminer son acceptabilité au regard de la sensibilité des espaces protégés par le SCoT (notamment les zones humides). Cette étude environnementale se devait ainsi de

déterminer les mesures évitant les altérations notables et le cas échéant les mesures de compensation avec une recherche d'équivalence écologique fonctionnelle par rapport à la situation initiale.

Cette étude d'impact a fait l'objet d'ajustements constants pour prendre en considération les ajustements et évolutions législatives concernant l'élaboration des études d'impacts :

- Loi dite « Grenelle 2 » de 2010 et son décret d'application de 2011 qui réforment le processus d'évaluation environnementale en proposant plusieurs évolutions clés et en réitérant la nécessité d'appliquer la « séquence ERC » et l'analyse des effets cumulés des différents projets du territoire dans le dimensionnement des mesures ERC ;

- La loi dite « Biodiversité » de 2016 qui a permis une approche plus intégrée et complexe des études d'impact notamment par la prise en considération des interactions écologiques et les espèces « communes » en plus des espèces patrimoniales et à statut (espèces préservées).

C'est pourquoi le périmètre de la ZAC du Marais a évolué en mettant en oeuvre le principe "Eviter – Réduire – Compenser"

- Le projet a été imaginé sur une première zone en 2011

Il a été décidé d'abandonner ce premier périmètre pour :

- tenir compte de la remarque de l'Etat sollicitant un rapprochement du milieu urbain,
- tenir compte de la présence des zones humides alors connues.

Cinq autres scénarii sont alors étudiés. Il a alors été privilégié le principe d'un transfert de zone dans un périmètre immédiatement contigu, moins impactant sur les zones humides, s'intégrant mieux dans la continuité urbaine du village et du parc de Chédeville, et ce toujours dans le respect des orientations du SCoT du Grand Creillois dans lequel le projet est inscrit.

Ce choix est aujourd'hui conforté par le recensement des zones humides prioritaires publié par le SAGE (p. 115 DAE)

A ce stade de l'avancée du projet, l'implantation et la taille des bâtiments ne sont pas arrêtées et pourraient faire l'objet d'une adaptation pour tenir compte de prescriptions environnementales et en particulier de la présence des zones humides recensées.

Le choix du tracé du barreau de raccordement a été guidé par les mêmes préoccupations :

- Les options de tracés ont été étudiées sous plusieurs thématiques afin que le Syndicat Mixte puisse faire un choix objectif et retenir le tracé le plus optimal en fonction du contexte général du site. Le Conseil Départemental, les communes environnantes ainsi que la Communauté de Communes du Liancourtois Vallée Dorée ont été intégrés à ces réflexions.

- La traversée la Brèche se fera grâce à la réalisation d'un ouvrage d'art. Le raccordement avec la future déviation RD62 est facilité par la présence d'un giratoire au point de connexion. Il permet par ailleurs la liaison du parc de Chédeville avec la future déviation. Il est à noter que, une fois déterminé que l'option du tracé 3 était meilleure que les deux autres, une variante 3 bis a été imaginée et retenue pour éviter, autant que possible, de couper les parcelles des propriétaires et exploitants agricoles.

- Concernant les eaux superficielles et souterraines et l'enjeu fort de l'écoulement des eaux, l'occupation actuelle du site au niveau du ru des Blancards constitue un facteur important de dégradation du milieu, de la qualité de l'eau et de discontinuité hydraulique. Sur certains tronçons il est observé une absence totale d'écoulement.

- Le projet permettra de rétablir la continuité hydraulique des cours d'eau par des ouvrages de transit. L'implantation de la ZAC permettra de diminuer l'isolement du secteur qui est sujet aux dépôts sauvages et à des rejets directs d'eaux usées qui impactent notamment le cours d'eau, les eaux souterraines et la biodiversité.

- Par ailleurs, des ouvrages de gestion des bassins versants amont vont être aménagés permettant de maîtriser les écoulements des eaux.

- Enfin au droit de la zone, la gestion des eaux pluviales est prévue à la parcelle par des aménagements de noues et de bassins pour une période de retour 20 ans. Les surfaces perméables pour les stationnements et les cheminements piétons seront privilégiés là où c'est possible. En évitant le ruissellement des eaux et en travaillant sur son infiltration au plus près de là où elle tombe, on évite le chargement et la concentration en polluants de l'eau qui ruisselle.

- A propos de l'inquiétude exprimée sur le rôle de barrage à l'écoulement des eaux que pourrait avoir le barreau routier des aménagements sont prévus. Sur les écoulements de surface, il est prévu des ouvrages de transit. Sur les écoulements hydrogéologiques, des dispositifs constructifs existent afin d'éviter ces phénomènes de barrage en réalisant une couche de matériaux drainants sous les remblais de voirie pour drainer l'eau. Des études géotechniques précises de niveau G2 et G3 seront réalisées avant tout travaux afin de permettre de définir les principes de construction des voies et éviter toute perturbation des écoulements souterrains existants.

- Vis-à-vis de la règle de "Zéro Artificialisation Nette" issu de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, il est opportun de rappeler que cet objectif vise l'échéance 2050. Cette loi prévoit en effet, une réduction

progressive de l'artificialisation des sols pour atteindre le Zéro Artificialisation Nette en 2050. Sur la décennie 2021-2031, les collectivités se devront de réduire de moitié leur consommation de terres agricoles ou naturelles vis-à-vis de la dernière décennie (sauf directives différentes des SRADDET déterminées à l'échelle infra-régionale). Dans le cadre de la révision de son SCoT, le bassin Creillois a par ailleurs évalué la consommation foncière de son développement sur la période 2010-2020. Celle-ci a été de 181,88 hectares sur la dernière décennie, ce qui laisserait la possibilité d'urbaniser 90,94 hectares si nous faisons une application mécanique des objectifs de la loi Climat et Résilience.

• 5 Nuisances – Pollutions sonores – Santé - nuisances visuelles

- Les futures activités sur le site de la ZAC du Marais s'inscriront dans la réglementation attachée aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Suivant les types d'activités et de produits mobilisés par ces installations et l'atteinte ou non de certains seuils (exprimés en unités de poids, masse, volume, température, puissance etc...) ces installations relèvent d'un régime, soit d'autorisation, soit de déclaration, soit d'enregistrement auprès des Autorités de l'Etat. Il s'agit de prévenir, autant que possible, les atteintes à l'environnement et à la santé. L'arrêté du préfet valant autorisation est assorti de prescriptions dans ce sens

- Sur l'aspect environnemental, le maître d'ouvrage désignera une MOE en génie écologique qui sera chargée de la mise au point des mesures écologiques à partir de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale et de suivre leur bonne réalisation par une entreprise spécialisée. De façon complémentaire, un écologue exercera une mission de contrôle de la réalisation des mesures écologiques en phase travaux et durant les premières années de mise en service de l'aménagement.

- D'autre part, un projet communal de "tampon vert" sera mis en oeuvre entre le coeur urbain et la ZAC. Une veille foncière de la commune (dans le cadre d'une ZAD) sur ce secteur lui a déjà permis de devenir propriétaire de certaines parcelles et d'en préempter d'autres à courts termes.

- Les collectivités du bassin Creillois approuveront par ailleurs prochainement leur plan de mobilité porté par le Syndicat Mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoise. Cette structure gérant également le schéma de cohérence territoriale (SCoT) a prévu plusieurs mesures dans son plan de mobilités (ex-plan de déplacements urbains) concourant à la réduction des émissions de polluants atmosphériques et nuisances liées aux trafics routiers.

• 6 Réhabilitation de friches industrielles – Concurrence entre territoires

- Le site d'implantation de la future ZAC du Marais a été longuement réfléchi. La recherche d'un site d'implantation pour l'accueil d'une nouvelle zone d'activités en sus du Parc Alata sur la commune de Creil a été un long processus dont les prémices datent de 2006 en liens avec le lancement de l'élaboration du SCoT du Grand Creillois.

- A l'époque différents potentiels d'implantation ont été analysés :

- les friches industrielles du Bassin Creillois ; certaines d'entre elles sont localisées à proximité de l'Oise, mais celles-ci se situent dans un contexte urbain incompatible avec une activité économique majeure. En effet, les flux routiers d'une zone d'activités économiques majeure rentreraient en concurrence directe avec les flux convergeant vers le pôle d'échanges multimodal de la gare de Creil et le nouveau quartier d'habitats et de services du projet Gare Cœur d'Agglomération.

- les terres agricoles et naturelles situées à proximité de l'Oise ; de nombreux espaces adjacents la rivière Oise sont déjà urbanisés et les espaces agricoles ou naturels toujours existants sont concernés par un risque d'inondation (PPRI de l'Oise). Par ailleurs, ces espaces jouent un rôle de zones d'expansion de crues permettant d'atténuer les risques en aval.

- C'est pourquoi les élus ont souhaité exploiter les opportunités offertes par la déviation de la RD62 appelée dans le jargon local « la déviation de Mogneville ». La validation de cette déviation, en 2013 par le Conseil Départemental constituait un véritable atout pour connecter une future zone d'activités au 1er axe routier du département de l'Oise (RD 1016).

- C'est pourquoi le SCoT du Grand Creillois (approuvé le 26 mars 2013) localise, de manière non précise, la création d'une nouvelle zone d'activités sur la commune de Mogneville. Son périmètre exact se devait d'être précisé suite à la réalisation d'une étude d'impact visant à déterminer son acceptabilité au regard de la sensibilité des espaces protégés par le SCoT (notamment les zones humides).

- Le projet de ZAC a ensuite évolué vis-à-vis de sa vocation. Prévue initialement pour l'implantation d'activités artisanales, la zone d'activités a évolué vers une zone logistique afin de répondre aux besoins émergents du e-commerce.

• 7 Perte de valeurs des biens immobiliers – Evocation d'une zone artisanale

- Il est réducteur de considérer que l'implantation d'une ZAC sur Mogneville ait seule pour conséquence

une dépréciation immobilière.

Le marché immobilier est complexe. Il s'apprécie au regard de multiples critères qui tiennent de l'offre et de la demande, mais aussi d'autres facteurs : dynamisme démographique, cadre de vie, dynamisme économique, présence d'équipements, facilités pour les déplacements etc...

- En outre, il n'est pas possible d'affirmer que le projet de la ZAC du Marais entraînerait une dépréciation immobilière sur Mogneville.

L'essor démographique du bassin Creillois ainsi que sa proximité avec le bassin parisien nous font présager au contraire au maintien de l'attractivité de son territoire dans les années à venir. D'autre part, l'arrivée de la grande vitesse sur le territoire avec la nouvelle liaison Roissy-Picardie devrait renforcer l'attractivité du bassin Creillois via des déplacements facilités vers l'une des principales zones d'emplois de l'Ile-de-France.

Appréciation du commissaire enquêteur

Après analyse du dossier, examen des avis et observations, des réponses du maître d'ouvrage, le commissaire enquêteur relève les points suivants :

- Le projet de la ZAC économique situé sur le territoire de la commune de Mogneville est un projet ancien (évoqué depuis les années 2000) qui a évolué pour tenir compte des études environnementales effectuées, des avis des services et de l'évolution du contexte économique*
- Le maître d'ouvrage s'est toujours efforcé de répondre aux observations formulées*
- Le bassin Creillois est un secteur en difficulté dans le domaine de l'emploi suite aux évolutions et aux fermetures d'entreprises mais aussi un secteur très dynamique compte tenu de son positionnement géographique (proximité de l'Ile de France, Roissy, ...) et la qualité de sa desserte (proche de A1, rivière Oise, RD 1016, desserte ferroviaire, ...)*
- Le projet de ZAC, à proximité de la RD 1016, peut être desservi, à partir de la déviation de la RD 62 (dite déviation de Mogneville) en cours de réalisation, par la création d'un barreau routier de raccordement qui permettra en outre la création d'un nouvel accès vers la commune de Mogneville et facilitera l'accès au parc de Chédeville*
- Le projet de ZAC a été modifié dans son périmètre et son implantation pour éviter les zones humides recensées*
- Une zone tampon a été maintenue entre la ZAC et les premières habitations du village*
- La création de la ZAC est conçue dans un projet d'ensemble (création du barreau routier, interdiction de circulation de poids lourds dans le village, aménagement de la rue de la Fontaine St Denis, développement du parc de Chédeville, accessibilité à la zone artisanale actuelle, ...)*
- La ZAC se développera sur des parcelles actuellement agricoles, ce qui, aujourd'hui peut apparaître comme dommageable*
- Concernant les friches industrielles, je partage l'avis général du souhait de privilégier la réhabilitation de ces sites. Force est de constater que ces réhabilitations ont du mal à se faire compte tenu des travaux à réaliser, des dépollutions à conduire, de l'inadaptation des sites existants aux attentes des activités nouvelles.*
- Je partage l'avis du ROSO sur le concurrence inter-territoire, mais constate que malgré des études menées dans les années 2000, aucune directive et/ou recommandation n'a permis de faire évoluer le phénomène et qu'à ce jour chaque territoire définit sa propre politique dans le cadre du SRADDET, récemment approuvé à défaut d'un document de cadrage s'imposant à tous*
- Un groupe d'opposants au projet s'est fortement mobilisé, lors de cette enquête, créant un collectif anti-ZAC, coordonnant des pétitions*
- Les permanences ont été très fréquentées, certaines personnes se présentant à plusieurs permanence pensant que l'opposition au projet se mesurait au nombre de visites et au nombre de dépositions*

- *La concertation de 2015-2016 avait conduit à des remarques écrites de la propriétaire de l'écurie "Crinière au vent". Les mêmes remarques ont été reproduites lors de l'enquête appuyées par quelques propriétaires de chevaux faisant héberger leur cheval à l'écurie*
- *Les observations émises s'appuient très fortement sur les remarques de le MRAE, généralement sans prise en compte de la réponse apportée par le maître d'ouvrage figurant au dossier d'enquête*
- *Le report de trafic PL par le village de Mogneville, en cas d'accident sur la RD 1016, a été souvent évoqué*
- *La protection des zones humides est évoquée, les associations de protection de l'environnement considérant qu'il convient d'entendre zones humides au sens large, contestant les études fournies sans produire de contre études. Il semblerait nécessaire de clarifier ces concepts.*

Le commissaire enquêteur



Michel Marseille